Gazzetta Ufficiale

DEL REGNO D'ITALIA

Anno 1907 — ROMA — Giovedì, 21 febbraio — Numero 44.

DIREZIONE *in Via Larga nel Palazzo Baleani* | Si pubblica in Roma tutti i giorni non festivi | **AMMINISTRAZIONE** *in Via Larga nel Palazzo Baleani*

Abbonamenti

In Roma, presso l'Amministrazione: anno L. **32**; semestre L. **17**; trimestre L. **9**
» a domicilio e nel Regno » » **36**; » » **19**; » » **10**
Per gli Stati dell'Unione postale » » **80**; » » **41**; » » **22**
Per gli altri Stati si aggiungono le tasse postali

Gli abbonamenti si prendono presso l'Amministrazione e gli Uffici postali: decorrono dal 1° d'ogni mese.

Inserzioni

Atti giudiziarii . . . . L. **0.25** } per ogni linea o spazio di linea.
Altri annunzi . . . . » **0.30** }

Dirigere le richieste per le inserzioni esclusivamente alla *Amministrazione della Gazzetta*.

Per le modalità delle richieste d'inserzioni vedansi le avvertenze in testa al foglio degli annunzi.

Un numero separato in Roma cent. **10** *— nel Regno cent.* **15** *— arretrato in Roma cent* **20** *— nel Regno cent.* **30** *— all'Estero cent.* **35**
Se il giornale si compone d'oltre 16 pagine, il prezzo si aumenta proporzionatamente.

SOMMARIO

PARTE UFFICIALE

LEGGI E DECRETI

Il numero 32 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato;
Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Art. 1.

La frazione di Pratella è distaccata dal comune di Prata Sannita, ed è costituita in Comune autonomo.

Art. 2.

Il Governo del Re provvederà per l'esecuzione della presente legge.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 17 febbraio 1907.

VITTORIO EMANUELE

GIOLITTI.

Visto, *Il guardasigilli:* GALLO.

Il numero 27 della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Visto l'art. 5 dello Statuto fondamentale del Regno;
Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari esteri;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico.

Piena ed intera esecuzione è data alle stipulazioni dell'Atto generale firmato ad Algesiras il 7 aprile 1906 e le cui ratifiche furono depositate a Madrid il 31 dicembre 1906.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 13 gennaio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.
TITTONI.

Visto, *Il guardasigilli*: GALLO.

Acte général de la conférence internationale d'Algeciras.

Au nom de Dieu tout puissant:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc. et Roi Apostolique de Hongrie; Sa Majesté le Roi des Belges; Sa Majesté le Roi d'Espagne; le Président des Etats-Unis d'Amérique; le Président de la République Française; Sa Majesté le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes; Sa Majesté le Roi d'Italie; Sa Majesté le Sultan du Maroc; Sa Majesté la Reine de Pays-Bas; Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves, etc., etc., etc.; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies; Sa Majesté le Roi de Suède,

S'inspirant de l'intérêt qui s'attache à ce que l'ordre, la paix et la prospérité, règnent au Maroc, et ayant reconnu que ce but précieux ne saurait être atteint que moyennant l'introduction de réformes basées sur le triple principe de la souveraineté et de l'indépendance de Sa Majesté le Sultan, de l'intégrité de Ses Etats et de la liberté économique sans aucune inégalité, ont résolu sur l'invitation qui Leur a été adressée par Sa Majesté Chérifienne, de réunir une conférence à Algéciras pour arriver à une entente sur les dites réformes, ainsi que pour examiner les moyens de se procurer les ressources nécessaires à leur application, et ont nommé pour Leurs Délégués Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand:

le sieur Joseph de Radowitz, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

le sieur Christian, comte de Tattenbach, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Très-Fidèle.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi Apostolique de Hongrie:

le sieur Rodolphe, comte de Welsersheimb, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

le sieur Léopold, compte de Bolesta-Koziebrodzki, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Maroc.

Sa Majesté le Roi des Belges:

le sieur Maurice, baron Joostens, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

le sieur Conrad, comte de Buisseret-Steenbecque de Blarenghien, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Maroc.

Sa Majesté le Roi d'Espagne:

don Juan Manuel Sànchez y Gutierrez de Castro, duc de Almodóvar del Rio, son Ministre d'Etat, et

don Juan Pérez-Caballero y Ferrer, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique:

le sieur Henry White, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique près Sa Majesté le Roi d'Italie, et

le sieur Samuel R. Gummeré, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique au Maroc.

Le Président de la République Française:

le sieur Paul Révoil, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République Française auprès de la Confédération Suisse, et

le sieur Eugène Regnault, Ministre plénipotentiaire.

Sa Majeste le Roi du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes:

sir Arthur Nicolson, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies.

Sa Majesté le Roi d'Italie:

le sieur Emile marquis Visconti-Venosta, chevalier de l'ordre de la Très-Sainte Annonciade, et

le sieur Giulio Malmusi, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Maroc.

Sa Majesté le Sultan du Maroc:

el hadj Mohamed ben-el Arbi Ettorrés, son Délégué à Tanger et son Ambassadeur extraordinaire,

el hadj Mohamed ben Abdesselam el Mokri, son Ministre des dépenses,

el hadj Mohamed Es-Seffar, et

sid Abderrhaman Bennis.

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas:

le sieur Jonkheer Hannibal Testa, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, près Sa Majesté Catholique.

Sa Majesté le Roi de Portugal et de Algarves, etc., etc., etc.:

le sieur Antoine comte de Tovar, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

le sieur François-Robert, comte de Martens Ferrão, pair du royaume, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire au Maroc.

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies:

le sieur Arthur comte Cassini, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, et

le sieur Basile de Bacheracht, son Ministre au Maroc.

Sa Majesté le Roi de Suède:

le sieur Robert Sager, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique et près Sa Majesté Très-Fidèle.

Lesquels, munis de pleins pouvoirs qui ont été trouvés en bonne et due forme, ont, conformément au programme sur lequel Sa Majesté Chérifienne et les puissances sont tombées d'accord, successivement discuté et adopté:

I. Une déclaration relative à l'organisation de la police;

II. Un règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes;

III. Un acte de concession d'une banque d'Etat marocaine;

IV. Une déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus;

V. Un règlement sur les douanes de l'empire et la répression de la fraude et de la contrebande;

VI. Une déclaration relative aux services publics et aux travaux publics;

et, ayant jugé que ces différents documents pourraient être utilement coordonnés en un seul instrument, les ont réunis en un acte général composé des articles suivants:

CHAPITRE I.

Déclaration relative à l'organisation de la police.

Art. 1.

La Conférence appelée par Sa Majesté le Sultan à se prononcer sur les mesures nécessaires pour organiser la police, déclare que les dispositions à prendre sont les suivantes.

Art. 2.

La police sera placée sous l'autorité souveraine de Sa Majesté le Sultan. Elle sera recrutée par le Makhzen parmi les musulmans marocains, commandée par des caïds marocains et répartie dans les huit ports ouverts au commerce.

Art. 3.

Pour venir en aide au Sultan dans l'organisation de cette police, des officiers et sous-officiers instructeurs espagnols, des officiers et sous-officiers instructeurs français, seront mis à sa disposition par leurs gouvernements respectifs, qui soumettront leur désignation à l'agrément de Sa Majesté Chérifienne. Un contrat passé entre le Makhzen et les instructeurs, en conformité du règlement prévu à l'article 4, déterminera les conditions de leur engagement et fixera leur solde qui ne pourra pas être inférieure au double de la solde correspondante au grade de chaque officier ou sous-officier. Il leur sera alloué, en outre, une indemnité de résidence variable suivant les localités. Des logements convenables seront mis à leur disposition par le Makhzen qui fournira également les montures et les fourrages nécessaires.

Les gouvernements auxquels ressortissent les instructeurs se reservent le droit de les rappeler et de les remplacer par d'autres, agrées et engagés dans les mêmes conditions.

Art. 4.

Ces officiers et sous-officiers prêteront, pour une durée de cinq années à dater de la ratification de l'acte de la Conférence, leur concours à l'organisation des corps de police chérifiens. Ils assureront l'instruction et la discipline conformément au règlement qui sera établi sur la matière; ils veilleront également à ce que les hommes enrôlés possèdent l'aptitude au service militaire.

D'une façon générale, ils devront surveiller l'administration des troupes et contrôler le paiement de la solde qui sera effectué par l'Amin, assisté de l'officier instructeur comptable. Ils prêteront aux autorités marocaines, investies du commandement de ces corps, leur concours technique pour l'exercice de ce commandement.

Les dispositions réglementaires propres à assurer le recrutement, la discipline, l'instruction et l'administration des corps de police, seront arrêtées d'un commun accord entre le ministre de la guerre chérifien ou son délégué, l'inspecteur prévu à l'article 7, l'instructeur français et l'instructeur espagnol les plus élevés en grade.

Le règlement devra être soumis au corps diplomatique à Tanger qui formulera son avis dans le délai d'un mois. Passé ce délai, le règlement sera mis en application.

Art. 5.

L'effectif total des troupes de police ne devra pas dépasser deux mille cinq cent hommes ni être inférieur à deux mille. Il sera réparti suivant l'importance des ports par groupes variant de cent cinquante à six cents hommes. Le nombre des officiers espagnol et français sera de seize à vingt; celui des sous-officiers espagnols et français, de trente à quarante.

Art. 6.

Les fonds nécessaires à l'entretien et au paiement de la solde des troupes et des officiers et sous-officiers instructeurs, seront avancés au trésor chérifien par la banque d'Etat, dans les limites du budget annuel attribué à la police qui ne devra pas dépasser deux millions et demi de pesetas pour un effectif de deux mille cinq cents hommes.

Art. 7.

Le fonctionnement de la police sera, pendant la même période de cinq années, l'objet d'une inspection générale qui sera confiée par Sa Majesté Chérifienne à un officier supérieur de l'armée suisse, dont le choix sera proposé à son agréement par le gouvernement fédéral suisse.

Cet officier prendra le titre d'inspecteur général et aura sa résidence à Tanger.

Il inspectera, au moins une fois par an, les divers corps de police et, à la suite de ces inspections, il établira un rapport qu'il adressera au Makhzen.

En dehors des rapports réguliers, il pourra, s'il le juge nécessaire, établir des rapports spéciaux sur toute question concernant le fonctionnement de la police.

Sans intervenir directement dans le commandement ou l'instruction, l'inspecteur général se rendra compte des résultats obtenus par la police chérifienne au point de vue du maintien de l'ordre et de la sécurité dans les localités où cette police sera installée.

Art. 8.

Les rapports et communications, faits au Makhzen par l'inspecteur général au sujet de sa mission, seront en même temps remis en copie au doyen du corps diplomatique à Tanger, afin que le corps diplomatique soit mis à même de constater que la police chérifienne fonctionne conformément aux décisions prises par la conférence et de surveiller si elle garantit, d'une manière efficace et conforme aux traités, la sécurité des personnes et des biens des ressortissants étrangers, ainsi que celle des transactions commerciales.

Art. 9.

En cas de réclamations dont le corps diplomatique serait saisi par la légation intéressée, le corps diplomatique pourra, en avisant le représentant du Sultan, demander à l'inspecteur général de faire une enquête et d'établir un rapport sur ces réclamations, à toutes fins utiles.

Art. 10.

L'inspecteur général recevra un traitement annuel de vingt-cinq mille francs. Il lui sera alloué, en outre, une indemnité de six mille francs pour frais de tournées. Le Makhzen mettra à sa disposition une maison convenable et pourvoira à l'entretien de ses chevaux.

Art. 11.

Les conditions matérielles de son engagement et de son installation, prévues à l'art. 10, feront l'objet d'un contrat passé entre lui et le Makhzen. Ce contrat sera communiqué en copie au corps diplomatique.

Art. 12.

Le cadre des instructeurs de la police chérifienne (officiers et sous-officiers) sera espagnol à Tétouan, mixte à Tanger, espagnol à Larache, français à Rabat, mixte à Casablanca, et français dans les trois autres ports.

CHAPITRE II.

Règlement concernant la surveillance et la répression de la contrebande des armes.

Art. 13.

Sont prohibés dans toute l'étendue de l'empire chérifien, sauf dans le cas spécifiés aux articles 14 et 15, l'importation et le commerce des armes de guerre, pièces d'armes, munition chargées ou non chargées de toutes espèces, poudres, salpêtre, fulmicoton,

nitro-glycérine et toutes composition destinées exclusivement à la fabrication des munitions.

Art. 14.

Les explosifs nécessaires à l'industrie et aux travaux publics pourront néanmoins être introduits. Un règlement, pris dans les formes indiquées à l'article 18, déterminera le conditions dans lesquelles sera effectuée leur importation.

Art. 15.

Les armes, pièces d'armes et munitions, destinées aux troupes de Sa Majesté Chérifienne, seront admises après l'accomplissement des formalités suivantes :

Une déclaration, signée par le ministre de la guerre marocain, énonçant le nombre et l'espèce des fournitures de ce genre commandées à l'industrie étrangère, devra être présentée à la légation du pays d'origine qui y apposera son visa.

Le dédouanement des caisses et colis contenant ler armes et munitions, livrées en exécution de la commande du gouvernement marocain, sera opéré sur la production :

1° de la déclaration spécifiée ci-dessus ;

2° du connaissement indiquant le nombre, le poids des colis, le nombre et l'espèce des armes et munitions qu'ils contiennent. Ce document devra être visé par la légation du pays d'origine qui marquera au verso les quantités successives précédemment dédouanées. Le visa sera refusé à partir du moment où la commande aura été intégralement livrée.

Art. 16.

L'importation des armes de chasse et de luxe, pièces d' armes, cartouches chargées et non chargées, est également interdite. Elle pourra, toutefois, être autorisée :

1° pour les besoins strictement personnels de l' importateur ;

2° pour l'approvisionnement des magasins d'armes autorisés conformément à l'art. 18.

Art. 17.

Les armes et munitions de chasse ou de luxe seront admises pour les besoins strictement personnels de l'importateur, sur la production d'un permis délivré par le représentant du Makhzen à Tanger. Si l'importateur est étranger, le permis ne sera établi que sur la demande de la légation dont il relève.

En ce qui concerne les munitions de chasse, chaque permis portera au maximum sur mille cartouches ou les fournitures nécessaires à la fabrication de mille cartouches.

Le permis ne sera donné qu'à des personnes, n'ayant encouru aucune condamnation correctionnelle.

Art. 18.

Le commerce des armes de chasse et de luxe, non rayées, de fabrication étrangère, ainsi que des munitions qui s'y rapportent, sera réglementé, dès que les circonstances le permettront, par décision chérifienne, prise conformément à l'avis du corps diplomatique à Tanger, statuant à la majorité des voix. Il en sera de même des décisions, ayant pour but de suspendre ou de restreindre l'exercice de ce commerce.

Seules, les personnes ayant obtenu une licence spéciale et temporaire du gouvernement marocain, seront admises à ouvrir et exploiter des débits d'armes et de munitions de chasse. Cette licence ne sera accordée que sur demande écrite de l'intéressé, appuyée d'un avis favorable de la légation dont il relève.

Des règlements pris dans la forme indiquée au paragraphe premier de cet article détermineront le nombre des débits pouvant être ouverts à Tanger et, eventuellement, dans les ports qui seront ultérieurement désignés. Ils fixeront les formalités imposées à l'importation des explosifs à l'usage de l'industrie et des travaux publics, des armes et munitions destinées à l'approvisionnement des débits, ainsi que les quantités maxima qui pourront être conservées en dépôt.

En cas d'infractions aux prescriptions réglementaires, la licence pourra être retirée a titre temporaire ou à titre definitif, sans préjudice des autres peines encourues par les délinquants.

Art. 19.

Toute introduction ou tentative d'introduction de marchandises prohibées donnera lieu à leur confiscation et, en outre, aux peines et amendes ci-dessous, qui seront prononcées par la juridiction compétente.

Art. 20.

L'introduction, ou tentative d' introduction, par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, sera punie :

1° d'une amende de cinq cents à deux mille pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise importée ;

2° d'un emprisonnement de cinq jours à un an ;

ou de l'une des deux pénalités seulement.

Art. 21.

L' introduction, ou tentative d' introduction, en dehors d' un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, sera punie :

1° d'une amende de mille à cinq mille pesetas et d'une amende supplémentaire, égale à trois fois la valeur de la marchandise importée ;

2° d'un emprisonnement de trois mois à deux ans ;

ou de l'une des deux pénalités seulement.

Art. 22.

La vente frauduleuse, le recel et le colportage des marchandises prohibées par le présent règlement seront punis des peines édictées à l'art. 20.

Art. 23.

Les complices des délits prévus aux articles 20, 21 et 22, seront passibles des mêmes peines que les auteurs principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appreciés d' après la législation du tribunal saisi.

Art. 24.

Quand il y aura des indices sérieux, faisant supçonner qu' un navire mouillé dans un port ouvert au commerce transporte en vue de leur introduction au Maroc des armes, des munitions ou d'autres marchandises prohibées, les agents de la douane chérifienne devront signaler ces indices à l'autorité consulaire compétente, afin que celle-ci procède, avec l' assistance d'un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, vérifications, ou visites qu'elle jugera nécessaires.

Art. 25.

Dans le cas d'introduction ou de tentative d'introduction par mer de marchandises prohibées, en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et maintenir la saisie jusqu'au paiement des amendes prononcées. Toutefois, la saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous caution solvable de la payer, acceptée par la douane.

Art. 26.

Le Makhzen conservera les marchandises confisquées, soit pour son propre usage, si elles peuvent lui servir, à condition que les sujets de l'empire ne puissent s'en procurer, soit pour les faire vendre en pays étranger.

Les moyens de transport à terre pourront être confisqués et seront vendus au profit du trésor chérifien.

Art. 27.

La vente des armes réformées par le gouvernement marocain sera prohibée dans toute l'étendue de l'empire chérifien.

Art. 28.

Des primes, à prélever sur le montant des amendes prononcées, seront attribuée aux indicateurs qui auront amené la découverte des marchandises prohibées et aux agents qui en auront operé la saisie; ces primes seront ainsi attribuées après déduction, s'il y a lieu, des frais du procés, un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs, un tiers aux agents ayant saisi la marchandise, et un tiers au trésor marocain.

Si la saisie à été opérée sans l'intervention d'une indicateur, la moitié des amendes sera atribué aux agents saisissants et l'autre moitié au trésor chérifien.

Art. 29.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaises pendantes devant les diverses juridictions.

Art. 30.

Dans la région frontière de l'Algerie, l'application du règlement sur la contrebande des armes restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application du règlement sur la contrebande des armes dans le Riff et, en général dans les régions frontières des possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

CHAPITRE III.

Acte de concession d'une banque d'Etat.

Art. 31.

Une banque sera institué au Maroc sous le nom de « Banque d'Etat du Maroc » pour exercer les droits ci-après specifiés dont la concession lui est acordée par Sa Majesté le Sultan pour une durée de quarante années, à partir de la ratification du présent acte.

Art. 32.

La banque, qui pourra exécuter toutes les opérations rentrant dans les attributions d'une banque, aura le privilége exclusif d'émettre des billets au porteur, remboursables à présentation, ayant force libératoire dans les caisses publiques de l'empire marocain.

La banque maintiendra, pour le terme de deux ans à compter de la date de son entrée en fonction, une encaisse au moins égale à la moitié de ses billets en circulation, et au moins égale au tiers après cette période de deux ans révolue. Cette encaisse sera constituée pour au moins un tiers en or ou monnaie or

Art. 33.

La banque remplira, à l'exclusion de toute autre banque ou établissement de crédit, les fonctions de trésorier-payeur de l'empire. A cet effet, le gouvernement marocain prendra les mesures nécessaires pour faire verser dans les caisses de la banque le produit des revenus des douanes, à l'exclusion de la partie affectée au service de l'emprunt 1904 et des autre revenus qu'il désignera.

Quant au produit de la taxe spéciale créé en vue de l'accomplissement de certains travaux publics, le gouvernement marocain devra le faire verser à la banque, ainsi que les revenus qu'il pourrait ultérieurement affecter à la garantie de ses emprunts, la banque étant spécialement chargée d'en assurer le service, à l'exception toutefois de l'emprunt 1904 qui se trouve régi par un contrat spécial.

Art. 34.

La banque sera l'agent financier du gouvernement, tant au dedans qu'au dehors de l'empire, sans préjudice du droit pour le gouvernement de s'adresser à d'autres maisons de banque ou établissements de crédit pour ses emprunts publics. Toutefois, pour les dits emprunts, la banque jouira d'un droit de préférence, à conditions égales, sur toute maison de banque ou établissement de crédit.

Mais, pour les bons du trésor et autres effets de trésorerie à court terme que le gouvernement marocain voudrait négocier, sans en faire l'objet d'une émission publique, la banque sera chargée, à l'exclusion de tout autre établissement, d'en faire la négociation, soit au Maroc, soit à l'étranger, pour le compte du gouvernement marocain.

Art. 35.

A valoir sur les rentrées du trésor, la banque fera au gouvernement marocain des avances en compte-courant jusqu'à concurrence d'un million de francs.

La banque ouvrira en outre au gouvernement pour une durée de dix ans à partir de sa constitution, un crédit qui ne pourra pas dépasser les deux tiers de son capital initial.

Ce crédit sera réparti sur plusieurs années et employé, en premier lieu aux dépenses d'installation et d'entretien des corps de police organisés conformément aux décisions prises par la conférence, et subsidiairement aux dépenses de travaux d'intérêt général qui ne seraient pas imputées sur le fonds spécial prévu à l'article suivant.

Le taux de ces deux avances sera au maximum de sept pour cent, commission de banque comprise, et la banque pourra demander au gouvernement de lui remettre en garantie de leur montant une somme équivalente en bons du trésor.

Si, avant l'expiration de dix années, le gouvernement marocain venait à contracter un emprunt, la banque aurait la faculté d'obtenir le remboursement immédiat des avances faites conformément au deuxième alinéa du présent article.

Art. 36.

Le produit de la taxe spéciale (article 33 et 66) formera un fond spécial dont la banque tiendra une comptabilité à part. Ce fond sera employé conformément aux prescriptions arrêtées par la conférence.

En cas d'insuffisance et à valoir sur les rentrées ultérieures, la banque pourra ouvrir à ce fonds un crédit dont l'importance ne dépassera pas le montant des encaissements pendant l'année antérieure.

Les conditions de taux et de commission seront les mêmes que celles fixées à l'article précédent pour l'avance en compte-courant au trésor.

Art. 37.

La banque prendra les mesures qu'elle jugera utiles pour assainir la situation monétaire au Maroc. La monnaie espagnole continuera à être admis à la circulation avec force libératoire.

En conséquence, la banque sera exclusivement chargée de l'achat des métaux pécieux, de la frappe et de la refonte des monnaies, ainsi que de toutes autre opérations monétaires qu'elle fera pour le compte et au profit du gouvernement marocain.

Art. 38.

La banque, dont le siège social sera à Tanger, établira des succursales et agences dans les principales villes du Maroc et dans tout autre endroit où elle le jugera utile.

Art. 39.

Les emplacements nécessaires à l'établissement de la banque

ainsi que de ses succursales et agences au Maroc seront mis gratuitement à sa disposition par le gouvernement et, à l'expiration de la concession, le gouvernement en reprendra possession et remboursera à la banque les frais de construction de ces établissements. La banque sera, en outre, autorisée à acquerir tout bâtiment et terrain dont elle pourrait avoir besoin pour le même objet.

Art. 40.

Le gouvernement chérifien assurera sous sa responsabilité la sécurité et la protection de la banque, de ses succursales et agences. À cet effet, il mettra dans chaque ville une garde suffisante à la disposition de chacuns de ces établissements.

Art. 41.

La banque, ses succursales et agences, seront exemptes de tout impôt ou redevance ordinaire ou extraordinaire, existants ou à créer; il en est de même pour les immeubles affectés à ses services, les titres et coupons de ses actions et ses billets. L'importation et l'exportation des métaux et monnaie destinés aux opérations de la banque, seront autorisées et exemptes de tout droit.

Art. 42.

Le gouvernement chérifien exercera sa haute surveillance sur la banque par un haut commissaire marocain, nommé par lui, après entente préalable avec le conseil d'administration de la banque.

Ce haut commissaire aura le droit de prendre connaissance de la gestion de la banque; il contrôlera l'émission des billets de banque et veillera à la stricte observation des dispositions de la concession.

Le haut commissaire devra signer chaque billet ou y apposer son sceau; il sera chargé de la surveillance des relations de la banque avec le trésor impérial.

Il ne pourra pas s'immiscer dans l'administration et la gestion des affaires de la banque, mais il aura toujours le droit d'assister aux réunions des censeurs.

Le gouvernement chérifien nommera un ou deux commissaires adjoints qui seront spécialement chargés de contrôler les opérations financières du trésor avec la banque.

Art. 43.

Un règlement, précisant les rapports de la banque et du gouvernement marocain, sera établi par le comité spécial prévu à l'article 57 et approuvé par les censeurs.

Art. 44.

La banque, constituée avec approbation du gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, sous la forme des sociétés anonymes, est régie par la loi française sur la matière.

Art. 45.

Les actions intentées au Maroc par la banque seront portées devant le tribunal consulaire du défendeur ou devant la juridiction marocaine, conformément aux règles de compétence établies par les traités et les firmans chérifiens.

Les actions, intentés au Maroc contre la banque, seront portées devant un tribunal spécial, composé de trois magistrats consulaires et de deux assesseurs. Le corps diplomatique établira, chaque année, la liste des magistrats, des assesseurs, et de leurs suppléants.

Ce tribunal appliquera à ces causes les règles de droit, de procédure et de compétence édictées en matière commerciale par la législation française. L'appel des jugements prononcés par ce tribunal sera porté devant la cour féderale de Lausanne qui statuera en dernier ressort.

En cas de contestation sur les clauses de la concession ou de litiges pouvant survenir entre le gouvernement marocain et la banque, le différend sera soumis, sans appel ni récours, à la cour fédérale de Lausanne.

Seront également soumises à cette cour, sans appel ni récours, toutes les contestations qui pourraient s'élever entre les actionnaires et la banque sur l'éxécution des statuts ou à raison des affaires sociales.

Art. 47.

Les statuts de la banque seront établis d'après les bases suivantes par un comité spécial prévu par l'article 57. Ils seront approuvés par les censeurs et ratifiés par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 48.

L'assemblée générale constitutive de la société fixera le lieu où se tiendront les assemblées des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; toutefois, ce dernier aura la faculté de se réunir dans toute autre ville s'il le juge utile.

La direction de la banque sera fixée à Tanger.

Art. 49.

La banque sera administrée par un conseil d'administration composé d'autant de membres qu'il sera fait de parts dans le capital initial.

Les administrateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de la société; ce sont eux notamment qui nommeront les directeurs, sous-directeurs et membres de la Commission, indiquée à l'art. 54, ainsi que les directeurs des succursales et agences.

Tous les employés de la société seront recrutés, autant que possible, parmi les ressortissants des diverses puissances qui ont pris part à la souscription du capital.

Art. 50.

Les administrateurs, dont la nomination sera faite par l'assemblée générale des actionnaires, seront désignés à son agrément par les groupes souscripteurs du capital.

Le premier conseil restera en fonctions pendant cinq années. À l'expiration de ce délai, il sera procédé à son renouvellement à raison de trois membres par an. Le sort déterminera l'ordre de sortie des administrateurs; ils seront réeligibles.

À la constitution de la société, chaque groupe souscripteur aura le droit de désigner autant d'administrateurs qu'il aura souscrit de parts entières, sans que les groupes soient obligés de porter leur choix sur un candidat de leur propre nationalité.

Les groupes souscripteurs ne conserveront leur droit de désignation des administrateurs, lors du remplacement de ces derniers, ou du renouvellement de leur mandat, qu'autant qu'ils pourront justifier être encore en possession de au moins la moitié de chaque part pour laquelle ils exercent ce droit.

Dans le cas où par suite de ces dispositions un groupe souscripteur ne se trouverait plus en mesure de désigner un administrateur, l'assemblée générale des actionnaires, pourvoirait directement à cette désignation.

Art. 51.

Chacun des établissements ci-après: banque de l'empire Allemand, banque d'Angleterre, banque d'Espagne, banque de France, nommera, avec l'agrément de son gouvernement, un censeur auprès de la banque d'Etat du Maroc.

Les censeurs resteront en fonctions pendant quatre années. Les censeurs sortants peuvent être designés à nouveau.

En cas de décès ou de démission, il sera pourvu à la vacance par l'établissement qui a procédé à la désignation de l'ancien titulaire. mais seulement pour le temps où ce dernier devait rester [illegible]

Les censeurs qui exerceront leur mandat en vertu du présent

acte des puissances signataires devront, dans l'intérêt de celles-ci veiller sur le bon fonctionnement de la banque et assurer la stricte observation des clauses de la concession et des statuts. Ils veilleront à l'exact accomplissement des prescriptions concernant l'émission des billets et devront surveiller les opérations tendant à l'assainissement de la situation monétaire; mais ils ne pourront jamais, sous quelque prétexte que ce soit, s'immiscer dans la gestion des affaires, ni dans l'administration intérieure de la banque.

Chacun des censeurs pourra examiner en tout temps les comptes de la banque, demander, soit au Conseil d'administration, soit à la direction, des informations sur la gestion de la banque et assister aux réunions du Conseil d'administration, mais seulement avec voix consultative.

Les quatre censeurs se réuniront à Tanger, dans l'exercice de leurs fonctions, au moins une fois tous les deux ans, à une date à concerter entr'eux. D'autres réunions à Tanger ou ailleurs devront avoir lieu, si trois des censeurs l'exigent.

Les quatre censeurs dresseront, d'un commun accord, un rapport annuel qui sera annexé à celui du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration transmettra, sans délai, une copie de ce rapport à chacun des gouvernements signataires de l'acte de la conférence.

Art. 53.

Les émoluments et indemnités de déplacement, affectés aux censeurs, seront établis par le comité d'études de statuts. Ils seront directement versés à ces agents par les banques chargées de leur désignation et remboursés à ces établissements par la banque d'Etat du Maroc.

Art. 54.

Il sera institué à Tanger auprès de la direction une Commission dont les membres seront choisis par le Conseil d'administration sans distinction de nationalité, parmi les notables résidant à Tanger, propriétaires d'actions de la banque.

Cette Commission, qui sera présidée par un des directeurs, ou sous-directeurs, donnera son avis sur les escomptes et ouvertures de crédits.

Elle adressera un rapport mensuel sur ces diverses questions au Conseil d'administration.

Art. 55.

Le capital, dont l'importance sera fixée par le comité spécial désigné à l'article 57, sans pouvoir être inférieur à quinze millions de francs, ni supérieur à vingt millions, sera formé en monnaie or et les actions, dont les coupures représenteront une valeur équivalente à cinq cents francs, seront libellées dans les diverses monnaies or, à un change fixe, déterminé par les statuts.

Ce capital pourra être ultérieurement augmenté, en une ou plusieurs fois, par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

La souscription de ces augmentations de capital sera réservé à tous les porteurs d'actions, sans distinction de groupe, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

Art. 56.

Le capital initial de la banque sera divisé en autant de parts égales qu'il y aura de parties prénantes parmi les puissances représentées à la Conférence.

À cet effet, chaque puissance désignera une banque qui exercera, soit pour elle-même, soit pour un groupe de banques, le droit de souscription ci-dessus spécifié, ainsi que le droit de désignation des administrateurs prévu à l'article 50. Toute banque, choisie comme chef de groupe, pourra avec l'autorisation de son gouvernement être remplacée par une autre banque du même pays.

Les Etats, qui voudraient se prévaloir de leur droit de souscription, auront à communiquer cette intention au gouvernement royal d'Espagne dans un délai de quatre semaines, à partir de la signature du présent acte par les représentants des puissances.

Toutefois deux parts égales à celles réservées à chacun des groupes souscripteurs seront attribuées au *Consortium* des banques signataires du contrat du 12 juin 1904, en compensation de la cession qui sera faite par le *Consortium* à la banque d'Etat du Maroc:

1° des droits spécifiés à l'article 33 du contrat;

2° du droit inscrit à l'article 32 (§ 2) du contrat concernant le solde disponible des recettes douanières sous réserve expresse du privilège général conféré en premier rang par l'article 11 du même contrat aux porteurs de titres sur la totalité du produit des douanes.

Art. 57.

Dans un délai de trois semaines à partir de la clôture de la souscription, notifiée par le gouvernement royal d'Espagne aux puissances intéressées, un comité spécial, composé de délégués nommés par les groupes souscripteurs, dans les conditions prévues à l'article 50 pour la nomination des administrateurs, se réunira à fin d'élaborer les statuts de la banque.

L'assemblée générale constitutive de la Société aura lieu dans un délai de deux mois, à partir de la ratification du présent acte.

Le rôle du comité spécial cessera aussitôt après la constitution de la Société.

Le comité spécial fixera lui-même le lieu de ses réunions.

Art. 58.

Aucune modification aux statuts ne pourra être apportée si ce n'est sur la proposition du Conseil d'administration et après avis conforme des censeurs et du haut commissaire impérial.

Ces modifications devront être votées par l'assemblée générale des actionnaires à la majorité des trois quarts des membres présents ou représentés.

CHAPITRE IV.

Déclaration concernant un meilleur rendement des impôts et la création de nouveaux revenus.

Art. 59.

Dès que le *tertib* sera mis à exécution d'une façon régulière à l'égard des sujets marocains, les représentants des puissances à Tanger y soumettront leurs ressortissants dans l'empire. Mais il est entendu que le dit impôt ne sera appliqué aux étrangers:

a) que dans les conditions fixées par le règlement du corps diplomatique à Tanger en date du 23 novembre 1903;

b) que dans les localités où il sera effectivement perçu sur les sujets marocains.

Les autorités consulaires retiendront un tantième pour cent des sommes encaissées sur leurs ressortissants pour couvrir les frais occasionnés par la rédaction des rôles et le recouvrement de la taxe.

Le taux de cette retenue sera fixé, d'un commun accord, par le Makhzen et le corps diplomatique à Tanger.

Art. 60.

Conformément au droit qui leur a été reconnu par l'article 11 de la convention de Madrid, les étrangers pourront acquérir des propriétés dans toute l'étendue de l'empire chérifien et Sa Majesté le Sultan donnera aux autorités administratives et judiciaires les instructions nécessaires pour que l'autorisation de passer les actes ne soit pas refusée sans motif légitime. Quant aux transmissions ultérieures par actes entre vifs ou après décès, elles continueront à s'exercer sans aucune entrave.

Dans les ports ouverts au commerce et dans un rayon de dix kilomètres autour de ces ports, Sa Majesté le Sultan accorde, d'une façon générale, et sans qu'il soit désormais nécessaire de l'obtenir spécialement pour chaque achat de propriété par les étrangers, le consentement exigé par l'article 11 de la convention de Madrid.

À Ksar el Kebir, Arzila, Azemmour et, éventuellement, dans d'autres localités du litoral ou de l'intérieur, l'autorisation géné-

rale ci-dessus mentionnée est également accordée aux étrangers, mais seulement pour les acquisitions dans un rayon de deux kilomètres autour de ces villes.

Partout où les étrangers auront acquis des propriétés, ils pourront élever des constructions en se conformant aux règlements et usages.

Avant d'autoriser la rédaction des actes transmissifs de propriété, le Cadi devra s'assurer, conformément à la loi musulmane, de la régularité des titres.

Le Makhzen désignera, dans chacune des villes et circonscriptions indiquées au présent article, le Cadi qui sera chargé d'effectuer ces vérifications.

Art. 61.

Dans le but de créer de nouvelles ressources au Makhzen, la conférence reconnait, en principe, qu'une taxe pourra être établie sur les constructions urbaines.

Une partie des recettes ainsi réalisées sera affectée aux besoins de la voirie et de l'hygiène municipale et, d'une façon générale, aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

La taxe sera due par le propriétaire marocain ou étranger sans aucune distinction; mais le locataire ou le détenteur de la clef en sera résponsable envers le trésor marocain.

Un réglement édicté, d'un commun accord, par le gouvernement chérifien et le corps diplomatique à Tanger, fixera le taux de la taxe, son mode de perception et d'application et déterminera la quotité des ressources ainsi créés qui devra être affectée aux dépenses d'amélioration et d'entretien des villes.

A Tanger, cette quotité sera versée au Conseil sanitaire international, qui en réglera l'emploi jusqu'à la création d'une organisation municipale.

Art. 62.

Sa Majesté Chérifienne, ayant décidé en 1901 que les fonctionnaires marocains, chargés de la perception des impôts agricoles, ne recevraient plus des populations ni *sokhra* ni *mouna*, la conférence estime que cette régle devra être généralisée autant que possible.

Art. 63.

Les délégués chérifiens ont exposé que des biens habous ou certaines propriétés domaniales, notamment des immeubles du Makhzen, occupés contre paiement de la redevance de six pour cent, sont détenus par des ressortissant étrangers, sans titres réguliers ou en vertu de contrats sujets à révision. La conférence, désireuse de remédier à cet état de chose, charge le corps diplomatique à Tanger de donner une solution équitable à ces deux questions, d'accord avec le commissaire spécial que Sa Majesté Chérifienne voudra bien désigner à cet effet.

Art. 64.

La conférence prend acte des propositions, formulées par les délégués chérifiens au sujet de la création des taxes sur certains commerces, industries et professions.

Si, à la suite de l'application de ces taxes aux sujets marocains, le corps diplomatique à Tanger estimait qu'il y a lieux de les étendre aux ressortissants étrangers, il est, dès à présent, spécifié que les dites taxes seront exclusivement municipales.

Art. 65.

La conférence se raille à la proposition faite par la délégation marocaine d'établir avec l'assistance du corps diplomatique:

a) un droit de timbre sur les contrats et actes authentiques passés devant les adoul;

b) un droit de mutation, au maximum de deux pour cent, sur les ventes immobilières;

c) un droit de statistique et de pesage, au maximum de un pour cent *ad valorem*, sur les marchandises transportées par cabotage;

d) un droit de passeport à percevoir sur les sujets marocains;

e) éventuellement, des droits de quais et de phares dont le produit devra être affecté à l'amélioration des ports.

Art. 66.

A titre temporaire, les marchandises d'origine étrangère seront frappées à leur entrée au Maroc d'une taxe spéciale s'élévant à deux et demi pour cent *ad valorem*. Le produit intégral de cette taxe formera un fonds spécial qui sera affecté aux dépenses et à l'exécution de travaux publics, destinés au développement de la navigation et du commerce en général dans l'empire chérifien.

Le programme des travaux et leur ordre de priorité seront arrêtés, d'un commun accord, par le gouvernement chérifien et par le corps diplomatique à Tanger.

Les études, devis, projets et cahiers des charges s'y rapportant seront établis par un ingénieur compétent nommé par le gouvernement chérifien d'accord avec le corps diplomatique. Cet ingénieur pourra, au besoin, être assisté d'un ou plusieurs ingénieurs adjoints. Leur traitement sera imputé sur les fonds de la caisse spéciale.

Les fonds de la caisse spéciale seront déposés à la banque d'Etat du Maroc qui en tiendra la comptabilité.

Les adjudications publiques seront passées dans les formes et suivant les conditions générales prescrites par un règlement que le corps diplomatique à Tanger est chargé d'établir avec le représentant de Sa Majesté Chérifienne.

Le bureau d'adjudication sera composé d'un représentant du gouvernement chérifien, de cinq délégués du corps diplomatique et de l'ingénieur.

L'adjudication sera prononcée en faveur du soumissionnaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

En ce qui concerne les sommes provenant de la taxe spéciale et qui seraient perçues dans les bureaux de douane établis dans les régions visées par l'article 103 du règlement sur les douanes, leur emploi sera réglé par le Makhzen avec l'agrément de la puissance limitrophe, conformément aux prescriptions du présent article.

Art. 67.

La conférence, sous réserve des observations présentées à ce sujet, émet le vœu que les droits d'exportation des marchandises ci-après soient réduits de la manière suivant:

Pois chiches	20	pour 100
Maïs	20	» 100
Orge	50	» 100
Blé	34	» 100

Art. 68.

Sa Majesté Chérifienne consentira à élever à dix mille le chiffre de six mille têtes de bétail de l'espèce bovine que chaque puissance aura le droit d'exporter du Maroc. L'exportation pourra avoir lieu par tous les bureaux de douane. Si par suite de circonstances malheureuses, une pénurie de bétail étai constatée dans une région déterminée, Sa Majesté Chérifienne pourrait interdire temporairement la sortie du bétail par le port, ou les ports, qui desservent cette région. Cette mesure ne devra pas excéder une durée de deux années; elle ne pourra pas être appliquée à la fois à tous les ports de l'empire.

Il est d'ailleurs entendu que les dispositions précédentes ne modifient pas les autres conditions de l'exportation du bétail fixées par les firmens antérieurs.

La conférence émet, en outre, le vœu qu'un service d'inspection vétérinaire soit organisé au plus tôt dans les ports de la côte.

Art. 69.

Conformément aux décisions antérieures de Sa Majesté Chérifienne et notamment à la décision du 28 septembre 1901, est autorisé entre tous les ports de l'empire le transport par cabotage des céréales, grains, légumes, œufs, fruits, volailles, et, en général, des marchandises et animaux de toute espèce, originaires ou non du Maroc, à l'exception des chevaux, mulets, ânes et chameaux, pour lesquels un permis spécial du Makhzen sera nécessaire. Le cabotage pourra être effectué par des bateaux de toute nationalité, sans que les dits articles aient à payer les droits d'exportation, mais en se conformant aux droits spéciaux et aux règlements sur la matière.

Art. 70.

Le taux des droits de stationnement ou d'ancrage imposés aux navires dans les ports marocains se trouvant fixé par des traités passés avec certaines puissances, ces puissances se montrent disposées à consentir la révision des dits droits. Le corps diplomatique à Tanger est chargé d'établir, d'accord avec le Makhzen, les conditions de la révision qui ne pourra avoir lieu qu'après l'amélioration des ports.

Art. 71.

Les droits de magasinage en douane seront perçus dans tous les ports marocains où il existera des entrepôts suffisants, conformément aux réglements pris ou à prendre sur la matière par le gouvernement de Sa Majesté Chérifienne, d'accord avec le corps diplomatique à Tanger.

Art. 72.

L'opium et le kif continueront à faire l'objet d'un monopole au profit du gouvernement chérifien. Néanmoins, l'importation de l'opium spécialement destiné à des emplois pharmaceutiques sera autorisée par permis spécial, délivré par le Makhzen, sur la demande de la légation dont relève le pharmacien ou médecin importateur. Le gouvernement chérifien et le corps diplomatique régleront, d'un commun accord, la quantité maxima à introduire.

Art. 73.

Les représentants des puissances prennent acte de l'intention du gouvernement chérifien d'étendre aux tabacs de toutes sortes le monopole existant en ce qui concerne le tabac à priser. Ils réservent le droit de leurs resortissants à être dûment indemnisés des préjudices que le dit monopole pourrait occasionner à ceux d'entr'eux qui auraient des industries crées sous le régime actuel concernant le tabac. À défaut d'entente amiable, l'indemnité sera fixée par des experts désignés par le Makhzen et par le corps diplomatique, en se conformant aux dispositions arrêtées en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Art. 74.

Le principe de l'adjudication, sans acception de nationalité, sera appliqué aux fermes concernant le monopole de l'opium et du kif. Il en serait de même pour le monopole du tabac, s'il était établi.

Art. 75.

Au cas où il y aurait lieu de modifier quelqu'une des dispositions de la présente déclaration, une entente devra s'établir à ce sujet entre le Makhzen et le corps diplomatique à Tanger.

Art. 76.

Dans tous les cas prévus par la présente déclaration où le corps diplomatique sera appelé à intervenir, sauf en ce qui concerne les articles 64, 70 et 75, les décisions seront prises à la majorité des voix.

CHAPITRE V.

Règlement sur les douanes de l'empire et la répression de la fraude et de la contrebande.

Art. 77.

Tout capitaine de navire de commerce, venant de l'étranger ou du Maroc, devra dans le vingt-quatre heures de son admission en libre pratique dans un des ports de l'empire, déposer au bureau de douane une copie exacte de son manifeste, signée par lui et certifiée conforme par le consignataire du navire. Il devra, en outre, s'il en est requis, donner communication aux agents de la douane de l'original de son manifeste.

La douane aura la faculté d'installer à bord un ou plusieurs gardiens pour prévenir tout traffic illégal.

Art. 78.

Sont exempts du dépôt du manifeste :

1° les bâtiments de guerre ou affrêtés pour le compte d'une puissance ;

2° les canots appartenant à des particuliers, qui s'en servent pour leur usage, en s'abstenant de tout transport de marchandises ;

3° les bateaux ou embarcations employés à la pêche en vue des côtes ;

4° les yachts uniquement employés à la navigation de plaisance et enregistrés au port d'attache dans cette catégorie ;

5° les navires chargés spécialement de la pose et de la réparation des cables télégraphiques ;

6° les bateaux uniquement affectés ou sauvetage ;

7° les bâtiments hospitaliers ;

8° les navires-écoles de la marine marchande, ne se livrant pas à des opérations commerciales.

Art. 79.

Le manifeste, déposé à la douane, devra annoncer la nature et la provenance de la cargaison avec les marques et numéros des caisses, balles, ballots, bariques, etc.

Art. 80.

Quand il y aura des indices sérieux faisant soupçonner l'inexactitude du manifeste, ou quand le capitaine du navire refusera de se prêter à la visite et aux vérifications des agents de la douane, le cas sera signalé à l'autorité consulaire compétente afin que celle-ci procède avec un délégué de la douane chérifienne, aux enquêtes, visites et vérifications qu'elle jugera nécessaires.

Art. 81.

Si, à l'expiration du délai de vingt-quatre heures indiqué à l'article 77, le capitaine n'a pas déposé son manifeste, il sera passible, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, d'une amende de cent cinquante pesetas par jour de retard, sans toutefois que cette amende puisse dépasser six cents pesetas. Si le capitaine a présenté frauduleusement un manifeste inexact ou incomplet, il sera personnellement condamné au paiement d'une somme égale à la valeur des marchandises pour lesquelles il n'a pas produit de manifeste, et à une amende de cinq cents à mille pesetas, et le bâtiment et les marchandises pourront en outre être saisis par l'autorité consulaire compétente pour la sûreté de l'amende.

Art. 82.

Toute personne, au moment de dédouaner les marchandises importées ou destinées à l'exportation, doit faire à la douane une déclaration détaillée, énonçant l'espèce, la qualité, le poids, le nombre, la mesure et la valeur des marchandises, ainsi que l'espèce, les marques et les numéros des colis qui les contiennent.

Art. 83.

Dans le cas où, lors de la visite, on trouvera moins de colis ou

le marchandises qu'il n'en a été déclaré, le déclarant, à moins qu'il ne puisse justifier de sa bonne foi, devra payer double droit pour les marchandises manquant, et les marchandises présentées seront retenues en douane pour la sûreté de ce double droit; si, au contraire, on trouve à la visite un excédent quant au nombre des colis, à la quantité ou au poids des marchandises, cet excédent sera saisi et confisqué au profit du Makhzen à moins que le déclarant ne puisse justifier de sa bonne foi.

Art. 84.

Si la déclaration a été reconnue inexacte quant à l'espèce ou à la qualité, et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi les marchandises inexactement déclarées seront saisies et confisquées au profit du Makhzen par l'autorité compétente.

Art. 85.

Dans le cas où la déclaration serait reconnue inexacte quant à la valeur déclarée, et si le déclarant ne peut justifier de sa bonne foi, la douane pourra, soit prélever le droit en nature séance tenante, sait, au cas où la marchandise est indivisible, acquérir la dite marchandise, en payant immédiatement au déclarant la valeur déclarée, augmentée de cinq pour cent.

Art. 86.

Si la déclaration est reconnue fausse quant à la nature des marchandises, celles-ci seront considérées comme n'ayant pas été déclarées et l'infraction tombera sous l'application des articles 88 et 90 ci-après et sera punie des peines prévues aux dits articles.

Art. 87.

Toute tantative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande de marchandises soumises au droit, soit par mer, soit par terre, seront passibles de la confiscation des marchandises, sans préjudice des peines at amendes ci-dessous qni seront prononcée par la juridiction compétente.

Seront en outre saisis et confisqués les moyens de trasport par terre dans le cas où la contrebande constituera la partie principale du chargement.

Art. 88.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation en contrebande par un port ouvert au commerce ou par un bureau de douane, seront punis d'une amende ne dépassant pas le triple de la valeur des marchandises, objet de la fraude, et d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, ou de l'une des deux peines seulement.

Art. 89.

Toute tentative ou tout flagrant délit d'introduction, toute tentative ou tout flagrant délit d'exportation, en dehors d'un port ouvert au commerce ou d'un bureau de douane, seront punis d'une amende de trois cents à cinq cents pesetas et d'une amende supplémentaire égale à trois fois la valeur de la marchandise ou d'une emprisonnement d'un mois à un an.

Art. 90.

Les complices des délits prévus aux articles 88 et 89 seront passibles des mêmes peines que les auters principaux. Les éléments caractérisant la complicité seront appreciés d'après la législation du tribunal saisi.

Art. 91.

En cas de tentative ou flagrant délit d'importation, de tentative ou flagrant délit d'exportation de marchandises par un navire en dehors d'un port ouvert au commerce, la douane marocaine pourra amener le navire au port le plus proche pour être remis à l'autorité consulaire, laquelle pourra le saisir et mantenir la saisie jusqu'à ce qu'il ait acquitté le montant des condamnations prononcées.

La saisie du navire devra être levée, en tout état de l'instance, en tant que cette mesure n'entravera pas l'instruction judiciaire, sur consignation du montant maximum de l'amende entre les mains de l'autorité consulaire ou sous cautions solvable de la payer acceptée par la douane.

Art. 92.

Les dispositions des articles précédentes seront applicables à la navigation de cabotage.

Art. 93.

Les marchandises, non soumises aux droits d'exportation, embarquées dans un port marocain pour être transportées par mer dans un autre port de l'empire, devront être accompagnées d'un certificat de sortie délivré par la douane, sous peine d'être assujetties au paiement du droit d'importation et même confisquées si elles ne figuraient pas au manifeste.

Art. 94.

Le transport par cabotage des produits soumis aux droits d'exportation ne pourra s'effectuer qu'en consignant au bureau de départ, contre quittance, le montant des droits d'exportation relatifs à ces marchandises.

Cette consignation sera remboursée au déposant par le bureau où elle a été effectuée, sur production d'une déclaration revêtue par la douane de la mention d'arrivée de la marchandise et de la quittance constatant le dépôt des droits. Les pièces justificatives de l'arrivée de la marchandise devront être produites dans les trois mois de l'expédition. Passé ce délai, à moins que le retard ne provienne d'un cas de force majeure, la somme consignée deviendra la propriété du Makhzen.

Art. 95.

Les droits d'entrée et de sortie seront payés au comptant au bureau de douane où la liquidation aura été effectuée. Les droits *ad valorem* seront liquidés suivant la valeur au comptant et en gros de la marchandise rendue au bureau de douane, et franche de droits de douane et de magasinage. En cas d'avaries, il sera tenu compte dans l'estimation de la dépréciation subie par la marchandise. Les marchandises ne pourront être retirées qu'après le paiement des droits de douane et de magasinage.

Toute prise en charge ou perception devra faire l'objet d'un récépissé régulier, délivré par l'agent chargé de l'opération.

Art. 96.

La valeur des principales marchandises taxées par les douanes marocaines sera déterminee, chaque année, dans les conditions spécifiées à l'article précédent, par une Commission des valeurs douanières, réunie à Tanger et composée de:

1° trois membres désignés par le gouvernement marocain;
2° trois membres désignés par le corps diplomatique à Tanger;
3° un délégué de la banque d'Etat;
4° un agent de la délégation de l'emprunt marocain 5 0/0, 1904.

La Commission nommera douze à vingt membres honoraires domiciliés au Maroc, qu'elle consultera quand il s'agira de fixer les valeurs et toutes les fois qu'elle le jugera utile. Ces membres honoraires seront choisis sur les listes des notables, établies par chaque légation pour les étrangers et par le représentant du Sultan pour les marocains. Ils seront désignés, autant que possible, proportionnellement à l'importance du commerce de chaque nation.

La Commission sera nommée pour trois années.

Le tarif des valeurs fixée par elle servira de base aux estimations qui seront faites dans chaque bureau par l'administration des douanes marocaines. Il sera affiché dans les bureaux de douane et dans les chancelleries des légations ou des consulats à Tanger.

Le tarif sera susceptible d'être révisé au bout de six mois, si des modifications notables sont survenues dans la valeur de certaines marchandises.

Art. 97.

Un comité permanent, dit « Comité des douanes », est institué à Tanger et nommé pour trois années. Il sera composé d'un commissaire spécial de Sa Majesté Chérifienne, d'un membre du corps diplomatique ou consulaire designé par le corps diplomatique à Tanger, et d'un délégué de la banque d'Etat. Il pourra s'adjoindre, à titre consultatif, un ou plusieurs répresentants du service des douanes.

Ce comité exercera sa haute surveillance sur le fonctionnement des douanes et pourra proposer à Sa Majesté Chérifienne les mesures qui seraient propres à apporter des améliorations dans le service et à assurer la régularité et le contrôle des opérations et perceptions (débarquements, embarquements, transports à terre, manipolations, entrées et sorties des marchandises, magasinage, estimation, liquidation et perception des taxes). Par la création du « Comité des douanes », il ne sera porté aucune atteinte aux droits stipulés en faveur des porteurs de titres par les articles 15 et 16 du contrat d'emprunt du 12 juin 1904.

Des instructions, élaborées par le comité des douanes et les services intéressés, détermineront les détails de l'application de l'article 96 et du présent article. Elles seront soumises à l'avis du corps diplomatique.

Art. 98.

Dans les douanes où il existe de magasins suffisants, le service de la douane prend en charge les marchandises débarquées à partir du moment où elles sont remises, contre récépissé, par le capitaine du bateau aux agents préposés à l'acconage jusqu'au moment où elles sont régulièrement dédouanées. Il est responsable des dommages causés par les pertes ou avaries de marchandise qui sont imputables à la faute ou à la négligence de ses agents. Il n'est pas responsables des avaries résultant soit du dépérissement naturel de la marchandise, soit de son trop long séjour en magasin, soit des cas de force majeure.

Dans les douanes où il n'y a pas de magasins suffisants, les agents du Makhzen sont seulement tenus d'employer les moyens de préservation dont dispose le bureau de la douane.

Une révision du règlement de magasinage, actuellement en vigueur, sera effectué par les soins du corps diplomatique statuant à la majorité, de concert avec le gouvernement chérifien.

Art. 99.

Les marchandises et les moyens de transport à terre confisqués seront vendus par les soins de la douane, dans un délai de huit jours à partir du jugement définitif rendu par le tribunal compétent.

Art. 100.

Le produit net de la vente des marchandises et objets confisqués est acquis définitivement à l' Etat; celui des amendes pécuniaires, ainsi que le montant des transactions, seront, après déduction des frais de toute nature, répartis entre le trésor chérifien et ceux qui auront participé à la repression de la fraude ou de la contrebande.

Un tiers à répartir par la douane entre les indicateurs,

Un tiers aux agents ayant saisi la marchandise,

Un tiers au trésor marocain.

Si la saisie a été opérée sans l'intervention d'un indicateur, la moitié des amendes sera attribuée aux agents saisissants et l'autre moitié au trésor marocain.

Art. 101.

Les autorités douanières marocaines devront signaler directement aux agents diplomatiques ou consulaires les infractions au présent règlement commises par leurs ressortissants, afin que ceux-ci soient poursuivis devant la juridiction compétente.

Les mêmes infractions, commises par des sujets marocains, seront déférées directement par la douane à l'autorité chérifienne.

Un délégué de la douane sera chargé de suivre la procédure des affaires pendantes devant les diverses juridictions.

Art. 102.

Toute confiscation, amende, ou pénalité, devra être prononcée pour les étrangers par la juridiction consulaire et pour les sujets marocains par la juridiction chérifienne.

Art. 103.

Dans la région frontière de l'Algérie l'application du présent règlement restera l'affaire exclusive de la France et du Maroc.

De même, l'application de ce règlement dans le Riff et, en général, dans les régions frontières des possessions espagnoles, restera l'affaire exclusive de l'Espagne et du Maroc.

Art. 104.

Les dispositions du présent règlement, autres que celles qui s'appliquent aux pénalités, pourront être revisés par le corps diplomatique à Tanger, statuant à l'unanimité des voix, et d'accord avec le Makhzen, à l'expiration d'un délai de deux ans à dater de son entrée en viguer.

CHAPITRE VI.

Déclaration relative aux services publics et aux travaux publics.

Art. 105.

En vue d'assurer l'application du principe de la liberté économique sans aucune inégalité, les puissances signataires déclarent qu'aucun des services publics de l'empire chérifien ne pourra être aliéné au profit d'intérêts particuliers.

Art. 106.

Dans les cas où le gouvernement chérifien croirait devoir faire appel aux capitaux étrangers ou à l'industrie étrangère pour l'exploitation de services publics ou pour l'exécution de travaux publics, routes, chemins de fer, ports, télégraphes et autres, les puissances signataires se réservent de veiller à ce que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

Art. 107.

La validité des concessions qui seraient faites aux termes de l'article 106 ainsi que pour les fournitures d'Etat sera subordonnée dans tout l'empire chérifien, au principe de l'adjudication publique, sans acception de nationalité, pour toutes les matières qui, conformément aux règles suivies dans les législations étrangères, en comportent l'application.

Art. 108.

Le gouvernement chérifien, dès qu'il aura décidé de procéder par voie d'adjudication à l'exécution des travaux publics, en fera part au corps diplomatique; il lui communiquera, par la suite, les cahiers des charges, plans, et tous les documents annexés au projet d'adjudication, de manière que les nationaux de toutes les puissances signataires puissent se rendre compte des travaux projetés et être à même d'y concourir. Un délai suffisant sera fixé à cet effet par l'avis d'adjudication.

Art. 109.

Le cahier des charges ne devra contenir, ni directement ni indirectement, aucune condition ou disposition qui puisse porter atteinte à la libre concurrence et mettre en état d' infériorité les concurrents d' une nationalité vis-à-vis des concurrents d' une autre nationalité.

Art. 110.

Les adjudications seront passées dans les formes et suivant

les conditions générales prescrites par un règlement que le gouvernement chérifien arrêtera avec l'assistance du corps diplomatique.

L'adjudication sera prononcée par le gouvernement chérifien en faveur du soumissionaire qui, en se conformant aux prescriptions du cahier des charges, présentera l'offre remplissant les conditions générales les plus avantageuses.

Art. 111.

Les règles des articles 106 à 110 seront appliquées, aux concessions d'exploitation de forêts de chênes-lièges, conformément aux dispositions en usage dans les législations étrangères.

Art. 112.

Un firman chérifien déterminera les conditions de concession et d'exploitation des mines, minières et carrières. Dans l'élaboration de ce firman le gouvernement chérifien s'inspirera des législations étrangères existant sur la matière.

Art. 113.

Si, dans les cas mentionnés aux articles 106 à 112, il était nécessaire d'occuper certains immeubles, il pourra être procédé à leur expropriation moyennant le versement préalable d'une juste indemnité et conformément aux règles suivantes.

Art. 114.

L'expropriation ne pourra avoir lieu que pour cause d'utilité publique et qu'autant que la nécessité en aura été constatée par une enquête administrative dont un règlement chérifien, élaboré avec l'assistance du corps diplomatique, fixera les formalités.

Art. 115.

Si les propriétaires d'immeubles sont sujets marocains, Sa Majesté Chérifienne prendra les mesures nécessaires pour qu'aucun obstacle ne soit apporté à l'exécution des travaux qu'elle aura déclarés d'utilité publique.

Art. 116.

S'il s'agit de propriétaire étrangers, il sera procédé à l'expropriation de la manière suivante:

En cas de désaccord entre l'administration compétente et le propriétaire de l'immeuble à exproprier, l'indemnité sera fixée par un jury spécial, ou, s'il y a lieu, par arbitrage.

Art. 117.

Ce jury sera composé de six experts estimateurs, choisis trois par le propriétaire, trois par l'administration qui poursuivra l'expropriation. L'avis de la majorité absolue prévaudra.

S'il ne peut se former de majorité, le propriétaire et l'administration nommeront chacun un arbitre et ces deux arbitres désigneront le tiers arbitre.

A défaut d'entente pour la désignation du tiers arbitre, ce dernier sera nommé par le corps diplomatique à Tanger.

Art. 118.

Les arbitres devront être choisis sur une liste établie au début de l'année par le corps diplomatique et, autant que possible, parmi les experts ne résidant pas dans la localité où s'exécute le travail.

Art. 119.

Le propriétaire pourra faire appel de la décision, rendue par les arbitres, devant la juridiction compétente, et conformément aux règles fixées en matière d'arbitrage par la législation à laquelle il ressortit.

CHAPITRE VII.

Dispositions générales.

Art. 120.

En vue de mettre, s'il y a lieu, sa législation en harmonie avec les engagements contractés par le présent acte général, chacune des puissances signataire s'oblige à provoquer, en ce qui la concerne, l'adoption des mesures législatives qui seraient nécessaires.

Art. 121.

Le présent acte général sera ratifié suivant les lois constitutionnelles particulières à chaque Etat; les ratifications seront déposées à Madrid le plus tôt que faire se pourra, et au plus tard le trente-un décembre mil neuf cent six.

Il sera dressé du dépôt un procès-verbal dont une copie certifiée conforme sera remise aux puissances signataires par la voie diplomatique.

Art. 122.

Le présent acte général entrera en vigueur le jour où toutes les ratifications auront été déposées, et au plus tard le trente-un décembre mil neuf cent six.

Au cas où les mesures législatives spéciales qui dans certains pays seraient nécessaires pour assurer l'application à leurs nationaux résidant au Maroc de quelques-unes des stipulations du présent acte général, n'auraient pas été adoptées avant la date fixé pour la ratification, ces stipulations ne deviendraient applicables, en ce qui les concerne, qu'après que les mesures législatives ci-dessus visées auraient été promulguées.

Art. 123 et dernier.

Tous les traités, conventions et arrangements des puissances signataires avec le Maroc restent en vigueur. Toutefois, il est entendu qu'en cas de conflit entre leurs dispositions et celles du présent acte général, les stipulations de ce dernier prévaudront.

En foi de quoi, les délégués plénipotentiaires ont signé le présent acte général et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras le septième jour d'avril mil neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont des copies certifiées conformes seront remises par la voie diplomatique aux puissances signataires.

Pour l'Allemagne;
(*L. S.*) Joseph de Radowitz
» Tattenbach

Pour l'Autriche-Hongrie:
» Welsersheimb
» Bolesta-Koziebrodzki

Pour la Belgique:
» Joostens
» conte Conrad de Buisseret

Pour l'Espagne:
» el duque de Almodóvar del Rio
» J. Pérez-Caballero
Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence le 7 avril 1906

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
» Henry White
» Samuel R. Gummeré

Pour la France:
» Révoil
» Regnault

Pour la Grande Bretagne:
» A. Nicolson

Pour l'Italie:
» Visconti-Venosta
» G. Malmusi

Pour le Maroc:

Pour les Pays-Bas:
» H. Testa.

Pour le Portugal:
» Conde de Tovar.
» Conde de Martens Ferrao.

Pour la Russie:
» Cassini.
» Basile Bacheracht.

Pour la Suède:
» Robert Sager.

Pour copie certifié conforme.
Le sous-secrétaire d'État:
(*L. S.*) E. De Ojeda.

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Au moment de procéder à la signature de l'acte général de la Conférence d'Algéciras, les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des États-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède,

Tenant compte de ce que les délégués du Maroc ont déclaré ne pas être en mesure pour le moment, d'y apposer leur signature, l'éloignement ne leur permettant pas d'obtenir à bref délai la réponse de Sa Majesté Chérifienne concernant les points au sujet desquels ils ont cru devoir lui en référer.

S'engagent réciproquement, en vertu de leurs mêmes pleins pouvoirs, à unir leurs efforts, en vue de la ratification intégrale par Sa Majesté Chérifienne du dit acte général et en vue de la mise en vigueur simultanée des réformes qui y sont prévues et qui sont solidaires les unes des autres.

Ils conviennent, en conséquence, de charger Son Excellence M. Malmusi, ministre d'Italie au Maroc et doyen du corps diplomatique à Tanger, de faire les démarches nécessaires à cet effet, en appelant l'attention de Sa Majesté le Sultan sur les grands avantages qui résulteront pour son empire des stipulations adoptées à la Conférence par l'unanimité des puissances signataires.

L'adhésion donnée par Sa Majesté Chérifienne à l'acte général de la Conférence d'Algéciras devra être communiquée, par l'intermédiaire du gouvernement de Sa Majesté Catholique, aux gouvernements des autres puissances signataires. Cette adhésion aura la même force que si les délégués du Maroc eussent apposé leur signature sur l'acte général et tiendra lieu de ratification par Sa Majesté Chérifienne.

En foi de quoi, les délégués d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de France, de la Grande-Bretagne, d'Italie, des Pays-Bas, de Portugal, de Russie et de Suède, ont signé le présent protocole additionnel et y ont apposé leur cachet.

Fait à Algéciras, le septième jour d'avril, mille neuf cent six, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du gouvernement de Sa Majesté Catholique et dont les copies, certifiées conformes, seront remises, par la voie diplomatique, aux puissances signataires.

Pour l'Allemagne :
(*L. S.*) Radowitz
» Tattenbach

Pour l'Autriche-Hongrie :
» Welsersheimb
» Bolesta-Koziebrodzki

Pour la Belgique :
» Joostens
» comte Conrad de Buisseret

Pour l'Espagne :
» el duque de Almodóvar del Rio
» J. Pérez-Caballero

Pour les Etats-Unis d'Amérique :
Sous réserve de la déclaration faite en séance plénière de la Conférence le 7 avril 1906.
(*L. S.*) Henry White
« Samuel R. Gummeré

Pour la France :
» Révoil
» Regnault

Pour la Grande-Bretagne :
» A. Nicolson

Pour l'Italie :
» Visconti-Venosta
» G. Malmusi

Pour les Pays-Bas
» H. Testa

Pour le Portugal :
» Conde de Tovar
» Conde de Martens Ferrao

Pour la Russie.
» Cassini
» Basile Bacheracht

Pour la Suède :
» Robert Sager.

Pour copie certifié conforme,
Le sous-secrétaire d'Etat :
(*L. S*) E. DE OJEDA.

Il numero* XIV *(parte supplementare) della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto :

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduta la legge 15 giugno 1893, n. 295, sui Collegi di probi viri;

Veduto il regolamento per l'esecuzione della legge stessa, approvato con R. decreto 26 aprile 1894, n. 179;

Sentiti gli enti indicati nell'art. 2 della legge sopracitata;

Sulla proposta dei Nostri ministri di grazia, giustizia e culti, e di agricoltura, industria e commercio;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

È istituito un Collegio di probi viri per le industrie del legno ed affini, con sede in Bergamo e con giurisdizione sul territorio di tutta la provincia.

Art. 2.

Il predetto Collegio sarà composto di dieci probi viri, dei quali cinque industriali e cinque operai.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 gennaio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GALLO.
F. COCCO-ORTU.

Visto, *Il guardasigilli* : GALLO.

La raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene i seguenti RR. decreti :

Sulla proposta del ministro di agricoltura, industria e commercio :

N. DX (Dato a Roma, il 2 dicembre 1906), col quale si approva il nuovo statuto organico del Monte di pietà di Montagnana.

Sulla proposta del ministro dell'interno :

N. DXI (Dato a Roma, il 20 dicembre 1906), col quale l'asilo infantile di S. Valentino (Chieti) è eretto in ente morale ed è approvato lo statuto organico relativo.

N. XV (Dato a Roma, il 3 gennaio 1907), col quale l'orfanotrofio ed asilo d'infanzia di Pignola è eretto in ente morale e ne è approvato lo statuto organico.

Sulla proposta del ministro d'agricoltura, industria e commercio :

N. XVI (Dato a Roma, il 6 gennaio 1907), col quale si approva il nuovo statuto del Monte di pietà di Mirandola.

Sulla proposta del ministro della guerra :

N. XVII (Dato a Roma, il 20 gennaio 1907), col quale si stabilisce le servitù militari attorno la polveriera n. 2 della piazza di Alessandria.

Sulla proposta del ministro di agricoltura, industria e commercio :

N. XVIII (Dato a Roma, il 24 gennaio 1907), col quale si erige in ente morale la Cassa di Maternità, se-

zione autonoma del Patronato per gli infortuni del lavoro, con sede in Milano, e se ne approva lo statuto organico.

N. XIX (Dato a Roma, il 27 gennaio 1907), col quale si approva il nuovo statuto del Monte di pietà di Canneto sull'Oglio.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re**, *in udienza del 24 gennaio 1907, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di San Vito (Cagliari).*

SIRE!

Le tristi condizioni del comune di San Vito, che non è in grado di riscuotere tutte le entrate previste in bilancio nè di pagare i numerosi debiti, per i quali sono in corso liti, sequestri ed ingiunzioni, hanno paralizzato il funzionamento dell'Amministrazione, mentre i pubblici servizi procedono male e molte irregolarità esistono nell'ufficio di segreteria e nella gestione del dazio.

Avvenuti, per gravi condizioni economiche, i tumulti del maggio ultimo, nei quali la folla appiccò l'incendio che distrusse quasi completamente l'edificio del Comune e delle scuole, la situazione si è fatta ancora più difficile, onde tutti i consiglieri comunali si sono dimessi e l'Amministrazione del Comune venne affidata ad un commissario prefettizio.

Evidenti ragioni d'ordine pubblico e la necessità delle cose impongono ora lo scioglimento di quel Consiglio, come ha ritenuto il Consiglio di Stato con parere 18 corrente, affinchè il commissario straordinario possa con maggiore autorità risolvere le questioni che condussero alla crisi.

Mi onoro pertanto sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà lo schema del relativo decreto.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di San Vito, in provincia di Cagliari, è sciolto.

Art. 2.

Il sig. dott. Erminio Giua, è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 24 gennaio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re**, *in udienza del 31 gennaio 1907, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di San Polo Matese (Campobasso).*

SIRE!

Una inchiesta disposta dal prefetto ha constatato gravi irregolarità nell'amministrazione del comune di San Polo Matese.

L'ufficio comunale è in abbandono, manca l'archivio, il registro di popolazione non è aggiornato, gli altri registri prescritti mancano o sono irregolarmente tenuti.

I servizi di contabilità e di tesoreria funzionano male.

Manca, infatti, il libro mastro, si emettono mandati su fondi a calcolo senza deliberazione, senza liquidazione e privi di documenti giustificativi; altri mandati sono imputati a stanziamenti non corrispondenti alla natura della spesa, altri infine, non sono emessi nella forma prescritta. I conti consuntivi dal 1903 non sono stati resi; quello del 1907 non è stato ancora esaminato dal Consiglio; per tre esercizi il bilancio è stato compilato a mezzo di commissari del prefetto.

Riuscite deserte le aste per l'appalto del dazio di consumo, il servizio è gestito in economia senza regolamento. La viabilità è imperfetta, non è organizzato il servizio ostetrico, non sono stati deliberati la massima parte dei regolamenti.

La finanza è depressa, malgrado che siano state inasprite la sovrimposta e le tasse. Molti debiti si sono accumulati tra cui alcuni a condizioni gravosissime. Il cespite patrimoniale più importante del Comune, consistente in un canone per concessione d'acqua, è stato pignorato dai creditori.

Due gravi vertenze travagliano inoltre il Comune, quella per rimborso di tributo fondiario sulla montagna Matese, col comune di Boiano, l'altra col concessionario del mulino comunale.

L'Amministrazione non sa porre riparo ad una situazione siffattamente anormale, onde è necessario, come ha anche riconosciuto il Consiglio di Stato con parere del 25 corrente, sciogliere quel Consiglio comunale perchè un commissario straordinario possa provvedervi.

Mi onoro quindi sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà lo schema del relativo decreto.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di San Polo Matese, in provincia di Campobasso, è sciolto.

Art. 2.

Il signor dott. Nicola Spadavecchia è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 31 gennaio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re**, *in udienza del 7 febbraio 1907, sul decreto che scioglie il Consiglio comunale di San Lucido (Cosenza).*

SIRE!

Nel comune di San Lucido un'agitazione, determinata da questioni riflettenti la condotta medica, che si vorrebbe ridurre ai soli poveri, o l'istituzione della quarta o quinta classe elementare, ha prodotto gravi scissure fra gli amministratori.

Ne derivarono le dimissioni del sindaco, di tre assessori e di un consigliere, che sono state mantenute, malgrado le ripetute e vive premure dell'autorità politica, e sono state seguite dalle dimissioni di altri consiglieri, per guisa che, essendo morto un altro consigliere, dei venti assegnati al Comune restano in carica solo dieci.

In questo stato di cose dovrebbesi far luogo alle elezioni suppletive, ma tal mezzo ordinario non è sufficiente rimedio, perchè la crisi si riaprirebbe tosto a causa delle discordie insanabili ora esistenti, sia perchè lo spirito pubblico si è pronunziato in senso sfavorevole a tale soluzione con manifestazioni verificatesi in seguito alla deliberazione 20 dicembre decorso, con la quale cinque dei consiglieri rimasti in seconda convocazione votarono la disdetta al medico condotto.

Le accennate circostanze di fatto, come ha riconosciuto il Consiglio di Stato con parere del 1° corrente, rivelano una situazione così anormale da ritenere indispensabile, per gravi considerazioni di ordine pubblico, che si addivenga, dopo un periodo di gestione straordinaria, alle elezioni generali.

Mi onoro perciò di sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto che scioglie quel Consiglio comunale.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Visti gli articoli 295 e 296 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato col R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Il Consiglio comunale di San Lucido, in provincia di Cosenza, è sciolto.

Art. 2.

Il signor dott. Giuseppe Tarsitani, è nominato commissario straordinario per l'Amministrazione provvisoria di detto Comune, fino all'insediamento del nuovo Consiglio comunale, ai termini di legge.

Il Nostro ministro predetto è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 7 febbraio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re**, *in udienza del 14 febbraio 1907, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di Ottajano (Napoli).*

SIRE!

Mi onoro sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà l'unito schema di decreto con cui è prorogato di sei mesi il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Ottajano.

Siffatta proroga, autorizzata dall'art. 12 della legge 19 luglio 1906, n. 390, si rende necessaria perchè possa essere compiuto il riordinamento di quell'Amministrazione.

VITTORIO EMANUELE III

per grazia di Dio e per volontà della Nazione

RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduti i Nostri precedenti decreti 7 giugno p. p., con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Ottajano in provincia di Napoli, e 16 agosto p. p., con cui il commissario straordinario fu confermato in ufficio ai sensi della legge 19 luglio 1906, n. 390;

Veduto l'art. 12 della detta legge;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Ottajano, è prorogato di sei mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 14 febbraio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re**, *in udienza del 14 febbraio 1907, sul decreto che proroga i poteri del Regio commissario straordinario del comune di San Giuseppe Vesuviano (Napoli).*

SIRE!

Mi onoro sottoporre alla augusta firma di Vostra Maestà l'unito schema di decreto con cui è prorogato di sei mesi il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di San Giuseppe Vesuviano.

Siffatta proroga, autorizzata dall'art. 12 della legge 19 luglio 1906, n. 390, si rende necessaria perchè possa essere compiuto il riordinamento di quell'Amministrazione.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduti i Nostri precedenti decreti 7 giugno p. p., con cui venne sciolto il Consiglio comunale di San Giuseppe Vesuviano, in provincia di Napoli, e 16 agosto p. p., con cui il commissario straordinario fu confermato in ufficio ai sensi della legge 19 luglio 1906, n. 390;

Veduto l'art. 12 della detta legge;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di San Giuseppe Vesuviano, è prorogato di sei mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato dell' esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 14 febbraio 1907.

VITTORIO EMANUELE

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 14 febbraio 1907, sul decreto che proroga i poteri del R. commissario straordinario di Somma Vesuviana (Napoli).*

SIRE!

Mi onoro di sottoporre all'augusta firma di Vostra Maestà lo schema di decreto con cui è prorogato di sei mesi il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Somma Vesuviana.

Siffatta proroga, autorizzata dall'art. 12 della legge 19 luglio 1906, n. 390, si rende necessaria perchè possa essere compiuto il riordinamento di quell'amministrazione.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Sulla proposta del Nostro ministro segretario di Stato per gli affari dell'interno, presidente del Consiglio dei ministri;

Veduto il Nostro precedente decreto con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Somma Vesuviana, in provincia di Napoli;

Veduto l'art. 12 della legge 19 luglio p. p., n. 390;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il termine per la ricostituzione del Consiglio comunale di Somma Vesuviana è prorogato di sei mesi.

Il Nostro ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 14 febbraio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

GIOLITTI.

Relazione *di S. E. il ministro di agricoltura, industria e commercio, a* **S. M. il Re,** *in udienza del 17 febbraio 1907, sul decreto che scioglie il Consiglio di amministrazione della Università agraria di Palombara Sabina.*

SIRE!

L'Amministrazione della Università agraria di Palombara Sabina in provincia di Roma, procede da qualche anno in modo irregolare ed affatto contrario ai fini di siffatte istituzioni.

Nè a ricondurre quell'Ente alla osservanza della legge da cui sono regolati i dominî collettivi, e a dare assetto all'azienda sociale valsero sin qui, le esortazioni ed i suggerimenti dell'autorità la quale fu spesso costretta ad annullare le deliberazioni di quel Consiglio di amministrazione e ad inviare sul luogo dei commissari.

Una inchiesta compiuta da un commissario prefettizio recatosi a Palombara Sabina nel passato novembre ha accertato che gli amministratori, non tenendo alcun conto dei suggerimenti e degli ordini dati dall'autorità, continuano a commettere arbitrî ed abusi con grave danno degli interessi collettivi affidati alla loro tutela.

Il prefetto della Provincia ha quindi proposto lo scioglimento del Consiglio di amministrazione e la nomina di un R. commissario straordinario il quale riconduca quella Università alla piena osservanza della legge. Ed io, accogliendo la proposta del prefetto, mi onoro di sottoporre all'augusta firma della Maestà Vostra il relativo decreto.

VITTORIO EMANUELE III
per grazia di Dio e per volontà della Nazione
RE D'ITALIA

Veduto l'art. 5 della legge 4 agosto 1894, n. 397;

Veduti gli articoli 295 e seguenti della legge comunale e provinciale, coordinata in testo unico, con R. decreto 4 maggio 1898, n. 164;

Veduta la relazione del Nostro ministro di agricoltura, industria e commercio, con la quale si propone lo scioglimento del Consiglio di amministrazione dell'Università agraria di Palombara Sabina, e la nomina di un R. commissario straordinario per la temporanea amministrazione dell'ente;

Abbiamo decretato e decretiamo:

È sciolto il Consiglio di amministrazione dell'Università agraria di Palombara Sabina, ed è nominato R. commissario per la temporanea amministrazione ed il riordinamento dell'ente, il sig. avv. Gaetano Mancinelli, sostituto procuratore del Re presso il tribunale di Roma.

Il ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 17 febbraio 1907.

VITTORIO EMANUELE.

COCCO-ORTU.

REGNO D'ITALIA

MINISTERO DELL'INTERNO

Direzione Generale della Sanità Pubblica

Bollettino sanitario settimanale del bestiame, n. 5, dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907.

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Carbonchio ematico	*Ancona*	Ancona	Osimo	bovina	—	—	1	—	1	—
	Avellino	S. Angelo L.	Rocchetta	»	—	—	1	—	1	—
	Cagliari	Cagliari	Muravera	»	—	—	7	—	7	—
	»	Oristano	Narbolia	»	—	—	1	—	1	—
	Campobasso	Larino	Campomarino	»	—	—	3	—	3	—
	»	»	Larino	»	—	—	1	—	1	—
	Catanzaro	Monteleone	Zungri	»	—	—	1	—	1	—
	Firenze	Firenze	Barberino	»	—	—	2	1	1	—
	»	Pistoia	Pistoia	»	—	—	2	—	2	—
	Foggia	Foggia	Lucera	equina	—	—	4	—	3	1
	Novara	Biella	Brusnengo	bovina	—	—	1	—	1	—
	Salerno	Salerno	Nocera Inferiore	»	—	—	1	—	1	—
	Siena	Siena	Castelnuovo B.	»	—	—	1	—	1	—
					—	—	26	1	24	1
Carbonchio sintomatico	*Cagliari*	Lanusei	Atzara	bovina	—	—	2	—	2	—
	Sassari	Nuoro	Siniscola	»	—	—	1	—	1	—
					—	—	3	—	3	—
Afta epizootica	*Alessandria*	Alessandria	Alessandria	bovina	2	—	6	—	—	6
	»	»	Bosco Marengo	»	—	11	—	—	—	11
	»	»	San Salvatore	»	—	11	—	4	—	7
	»	Asti	Calosso	»	—	9	—	9	—	—
	»	»	San Marzano	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Camerano	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Cortanze	»	—	2	—	—	—	2

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Afta epizootica	*Alessandria*	Asti	Agliano	bovina	—	1	—	—	—	1
	»	Casale	Casale	»	—	11	—	—	—	11
	»	»	Balzola.	»	—	34	—	—	—	34
	»	»	Montamagno	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Toneo	»	—	1	3	—	—	4
	»	»	Villadeati	»	—	1	—	—	—	1
	»	Novi	Gavi	»	—	—	15	—	—	15
	»	»	Novi.	»	—	2	—	2	—	—
	Aquila	Avezzano	Tagliacozzo	»	—	9	—	—	—	9
	»	»	Id.	ovina	—	4	—	—	—	4
	»	»	Id.	suina	—	3	—	—	—	3
	»	Cittaducale	Fiamignano	bovina	—	12	—	—	—	12
	»	Sulmona	Pescostanzo	»	—	34	—	—	—	34
	Arezzo	Arezzo	S. Giov. Valdarno .	»	—	1	—	1	—	—
	Avellino	S. Angelo Lom.	Rocchetta S. Antonio	»	—	52	—	42	—	10
	Bergamo	Bergamo	Stezzano	»	—	10	97	22	—	85
	»	»	Telgate	»	—	9	11	7	—	13
	»	»	Scanzo.	»	—	1	7	1	—	7
	»	»	Bolgare	»	—	28	—	5	—	23
	»	»	Gaverina.	»	—	22	—	22	—	—
	»	»	Corte	»	—	17	—	9	—	8
	»	»	Callozio	»	—	—	2	—	—	2
	»	»	Grumello Monte . .	»	1	2	18	2	—	18
	»	»	Monte Marenco. . .	»	—	10	—	4	—	6
	»	»	Trescore	»	—	49	2	5	—	46
	»	»	Poscante	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Bonate Sotto	»	—	11	—	—	—	11
	»	»	Credaro	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Sant'Ant. d'Adda .	»	—	5	—	—	—	5
	»	»	Medolago	»	—	5	—	—	—	5
	»	»	Costa	»	8	12	35	—	—	47
	»	»	Gorle	»	3	9	22	—	—	31
	»	»	Bottanuco	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Zandobbio	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	San Paolo d'Ar. . .	»	—	16	—	—	—	16
	»	»	Chignolo.	»	4	—	20	—	—	20
	»	»	Villa di Serio . . .	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	Aviatico	»	1	—	6	—	—	6
	»	»	Nembro	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	Albino	»	3	—	6	—	—	6

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino.	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Bergamo*	Clusone	Poia	bovina	—	21	—	—	—	21
	»	»	Vertova	»	—	8	—	—	—	8
	»	»	Piangajano	»	—	16	2	—	—	18
	»	»	Sellero	»	—	—	1	—	—	1
	»	»	Leffe	»	—	90	2	—	—	92
	»	»	Rovetta	»	—	235	11	51	—	195
	»	»	Songavazzo	»	—	71	38	40	—	69
	»	»	Endine	»	—	13	—	13	—	—
	»	»	Coreto	»	—	26	18	4	—	40
	»	»	Onore	»	—	14	—	7	—	7
	»	»	Costa Volpino	»	—	12	—	—	—	12
	»	»	Lovere	»	—	5	7	4	—	8
	»	»	Bossico	»	—	8	—	8	—	—
	»	»	Fino del Monte	»	—	10	—	—	—	10
	»	»	Oltressenda Alta	»	—	26	—	5	—	21
	»	»	Casnigo	»	—	8	11	—	—	19
	»	Treviglio	Treviglio	»	—	39	50	—	—	89
	»	»	Urgnano	»	—	11	1	10	—	2
	»	»	Comma Nuovo	»	—	—	6	—	—	6
	»	»	Palosco	»	—	133	35	48	—	100
	»	»	Pontirolo Nuovo	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Osio Sotto	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Pagazzano	»	—	13	—	4	—	9
	»	»	Ghisalba	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Lavate	»	—	6	6	4	—	8
	»	»	Verdello	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Fara Olivara	»	—	7	30	2	—	35
	»	»	Cavernaga	»	—	97	—	—	—	97
	»	»	Caravaggio	»	—	5	3	—	—	8
	»	»	Calcinate	»	—	3	15	—	—	18
	»	»	Calvenzano	»	—	—	1	—	—	1
	»	»	Ciserano	»	—	—	7	—	—	7
	»	»	Cove	»	—	—	5	—	—	5
	Bologna	Bologna	Bologna	»	—	—	6	—	—	6
	»	»	Bazzano	»	—	17	—	11	—	6
	»	»	Crespellano	»	—	25	20	—	1	44
	»	»	Crevalcore	»	1	6	2	—	—	8
	»	»	Castelfranco d'Emilia	»	4	51	39	—	—	90
	»	»	Monteveglio	»	4	13	8	—	—	21
	»	»	Monte San Pietro	»	—	3	—	—	—	8

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Bologna*	Bologna	Sant'Agata Bologn.	bovina	2	22	11	—	—	33
	»	Imola	Castel San Pietro. .	»	—	7	—	3	—	4
	Brescia	Chiari	Rovato	»	—	38	—	20	—	18
	»	»	Coccaglio.	»	—	20	—	10	—	10
	»	»	Palazzalo.	»	—	33	—	24	—	9
	»	»	Cologne	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Capriolo	»	—	11	—	—	—	11
	»	»	Castrezzato	»	2	29	20	11	—	38
	»	Breno	Darfo	»	2	41	7	5	—	43
	»	»	Pisogne	»	—	56	3	—	—	59
	»	»	Erbianno.	»	7	20	11	—	—	31
	»	»	Losine	»	4	—	11	—	—	11
	»	»	Pian Camuno. . . .	»	1	—	2	—	—	2
	»	Brescia	Brescia.	»	—	1	5	—	—	6
	»	»	Castegnato	»	3	1	9	—	—	10
	»	»	Lonato.	»	2	3	5	—	—	8
	»	»	Montirone	»	—	18	—	18	—	—
	»	»	Castenedolo	»	—	5	10	—	—	15
	»	»	Travagliato	»	—	—	25	—	—	25
	»	»	Ospitaletto	»	—	—	7	—	—	7
	»	»	Gurnago	»	—	—	20	—	—	20
	Caserta	Caserta	Acerra.	»	13	16	22	10	—	28
	Como	Varese	Luvinate	»	—	15	—	—	—	15
	»	»	Cerro Lolli.	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Arcisate	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Lonate Ceppino. . .	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Valganna	»	—	6	1	—	—	7
	»	»	Varese	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Torba	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Mombello	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Lozza	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Caronno	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Brinzio.	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Malnate	»	5	4	8	—	—	12
	»	»	Brinzio	»	—	—	14	—	—	14
	»	»	Cabiaglio.	»	—	—	3	—	—	3
	»	»	Castronno	»	—	—	3	—	—	3
	»	»	Musnago	»	—	—	4	—	—	4
	»	Lecco	Montevecchia. . . .	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Valbrona.	»	—	1	—	—	—	52

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Como*	Lecco	Bazzanò	bovina	—	2	2	—	—	4
	»	»	Asso.	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Valmadrera	»	—	3	12	—	—	15
	»	»	Sirone	»	—	15	17	7	—	25
	»	»	Cesana Br.	»	—	1	2	1	—	2
	»	»	Garbagnate.	»	—	—	4	—	—	4
	»	»	Acquate	»	—	—	6	—	—	6
	»	»	Molteno	»	—	—	4	—	—	4
	»	»	Verdesio Superiore .	»	—	—	1	—	—	1
	»	»	Castelmarte	»	—	—	2	—	—	2
	»	Como	Locate V.	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Alzate	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Maccio.	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Como	»	—	23	4	—	—	27
	»	»	Rogeno	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Costamasnago . . .	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Cantù	»	—	9	—	9	—	—
	»	»	Bisnago	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Lomazzo	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Montano	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Carimate.	»	—	5	—	—	—	5
	»	»	Erba.	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Lambrugo	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Arcellasco	»	—	—	2	—	—	2
	»	»	Capiate	»	—	—	5	—	—	5
	»	»	Anzano	»	—	—	3	—	—	3
	Cremona	Crema	Agnadello	»	—	16	—	—	—	16
	»	»	Pandino	»	—	32	—	32	—	—
	»	»	Ombriano	»	—	15	—	—	—	15
	»	»	Madignano.	suina	—	27	—	—	—	27
	»	»	Offanengo	bovina	3	7	26	7	—	26
	»	»	Dovera.	»	—	6	—	—	—	6
	»	»	Vailate.	»	—	12	—	—	—	12
	»	»	Spino d'Adda . . .	»	—	30	—	—	1	25
	»	»	Rivalta d'Adda. . .	»	8	33	32	—	—	65
	»	»	Créma	»	—	10	—	—	—	10
	»	»	Ripalta A.	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Pieranica	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Santa Maria Croce .	»	1	—	7	—	—	7
	»	»	Castel Gabbiano . .	»	1	—	42	—	—	42

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Cremona*	Cremona	Cà de' Stefani . . .	bovina	—	28	—	4	—	24
	»	»	Duemiglia	»	—	47	—	—	—	47
	»	»	Castelleone	»	2	10	17	—	—	27
	»	»	Genivolta.	»	—	51	—	—	—	51
	Cuneo	Alba	Alba	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Castagnito	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Corneliano	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Diano d'Alba. . . .	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Guarene	»	2	2	5	—	—	7
	»	»	Govone.	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Montà	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Magliano Alba . . .	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Monticello d'Alba. .	»	—	6	—	—	—	6
	»	»	Montaldo R.	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Monteu Roero . . .	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Vezza d'Alba . . .	»	—	5	—	—	—	5
	»	»	Sommariva B. . . .	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Santo Stefano Belbo.	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Piobesi d'Alba	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Barbanico	»	—	2	—	—	—	2
	»	Cuneo	Cuneo	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Centallo	»	2	10	9	—	—	19
	»	»	Chiusa Pesio	»	1	—	3	—	—	3
	»	Mondovì	Doglioni	»	1	—	1	—	—	1
	»	»	Mondovì	»	—	34	—	34	—	—
	»	Saluzzo	Cardè	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Maccne	»	3	—	69	—	—	69
	»	»	Genola.	»	2	79	4	22	—	61
	»	»	Savigliano	»	4	178	52	52	—	178
	»	»	Racconigi	»	—	13	—	13	—	—
	»	»	Id.	suina	—	13	5	1	1	16
	Ferrara	Ferrara	Bondeno	bovina	1	—	12	—	—	12
	»	»	Ferrara	»	1	—	4	—	—	4
	»	»	Portomaggiore . .	»	1	—	3	—	—	3
	Firenze	Firenze	Firenze.	»	—	15	—	4	—	11
	»	»	Bagno a Ripoli. . .	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Barberino Mugello .	»	—	—	1	—	1	—
	»	»	Brozzi	»	—	33	4	—	—	37
	»	»	Casellina e T. . . .	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Campi Bisenzio . .	»	—	—	7	—	—	7

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Firenze*	Firenze	Cantagallo	bovina	—	2	—	—	—	2
	»	»	Fiesole	»	3	11	3	9	—	5
	»	»	Lastra a Signa	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Prato	»	—	19	—	—	—	19
	»	»	Reggello	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Vernio	»	1	—	1	—	—	1
	»	Pistoia	San Marcello	»	1	—	8	—	—	8
	»	San Miniato	Santa Croce sull'Ar.	»	—	7	—	7	—	—
	»	»	Fucecchio	»	3	4	8	—	—	12
	»	»	San Miniato	»	5	6	13	2	—	17
	Foggia	Sansevero	Apricena	»	—	6	—	—	—	6
	»	»	Celenza	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Id.	suina	—	10	—	—	—	10
	»	»	Torremaggiore	ovina	—	1	—	1	—	—
	Forlì	Forlì	Forlì-Casam.	bovina	—	1	—	1	—	—
	»	Cesena	Savignano	»	—	4	11	—	—	15
	Genova	Genova	Rivarolo	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Pegli	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	San Quirico	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	San Pier d'Arena	»	—	8	—	—	—	8
	»	»	Genova	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Mele	»	—	2	—	—	—	2
	»	Savona	Pallare	»	—	4	—	—	—	4
	Lucca	Lucca	Ponte Buggianese	»	2	2	—	2	—	—
	Mantova	Mantova	Quistello	»	—	42	—	—	—	42
	»	»	Felonica	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Rivarolo Fuori	»	—	7	—	—	—	7
	»	»	Roverbella	»	2	—	57	—	—	57
	»	»	Suzzara	»	—	35	—	31	—	4
	»	»	Gonzaga	»	—	4	—	—	—	4
	»	»	Motteggiano	»	1	6	61	—	—	67
	»	»	Maglia	»	—	19	—	—	—	19
	»	»	Volta Mantovana	»	—	—	3	—	—	3
	»	»	Castellucchio	»	—	—	26	—	—	26
	»	»	Viadana	»	—	20	—	—	—	20
	»	»	Sabbioneta	»	—	8	—	—	—	8
	Milano	Abbiategrasso	Abbiategrasso	»	—	12	—	12	—	—
	»	»	Bareggio	»	—	19	3	6	—	16
	»	»	Bernate	»	—	—	62	—	—	62
	»	»	Bisnago	»	1	—	25	—	—	25

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino.	ANIMALI precedentemente ammalati.	ANIMALI caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	ANIMALI guariti	ANIMALI morti o abbattuti	ANIMALI che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Milano*	Abbiategrasso	Boffalora Tic. . . .	bovina	—	3	53	—	—	56
	»	»	Casarile	»	—	178	—	178	—	—
	»	»	Cassinetta	»	1	—	3	—	—	3
	»	»	Cisliano	»	1	114	25	114	—	25
	»	»	Gaggiano	»	—	313	—	215	—	98
	»	»	Lacchiarella	»	—	669	—	520	—	149
	»	»	Magenta	»	—	145	—	145	—	—
	»	»	Naviglio	»	—	330	—	330	—	—
	»	»	Ozzero	»	1	31	72	31	—	72
	»	»	Robecco N.	»	—	60	2	35	5	22
	»	»	Rosate	»	—	123	—	123	—	—
	»	»	Sedriano	»	1	2	4	—	—	6
	»	Gallarate	Azzago.	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Busto Arsizio . . .	»	—	2	4	2	—	4
	»	»	Caronno	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Cassano M.	»	2	—	4	—	—	4
	»	»	Cornaredo	»	1	—	1	—	—	1
	»	»	Golasecca	»	2	—	3	—	—	3
	»	»	Lainate	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Olgiate	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Origgio	»	—	1	—	—	1	—
	»	»	Rho	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Uboldo	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Somma Lombarda .	»	1	—	3	—	—	3
	»	Lodi	Brembio	»	—	37	—	37	—	—
	»	»	Cantonale	»	1	—	37	—	—	37
	»	»	Caselle Lodigiana .	»	1	—	5	—	—	5
	»	»	Castiraga	»	1	—	73	—	—	73
	»	»	Cazzimani	»	2	—	96	—	1	95
	»	»	Cervignano.	»	—	119	—	65	—	54
	»	»	Comazzo	»	2	230	127	100	—	257
	»	»	Corte Palasio . . .	»	1	—	16	—	—	16
	»	»	Galgagnano	»	1	3	25	—	—	28
	»	»	Livraga	»	1	192	2	192	—	2
	»	»	Lodi	»	1	44	22	—	—	66
	»	»	Marudo	»	1	—	28	—	—	28
	»	»	Merlino	»	—	10	—	10	—	—
	»	»	Mulazzano	»	1	29	70	29	—	70
	»	»	Paullo	»	1	84	70	80	—	74
	»	»	Sant'Angelo	»	2	—	82	—	—	82

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Milano*	Lodi	Sordio	bovina	1	—	40	—	—	40
	»	»	Tribiano	»	1	120	45	120	—	45
	»	»	Valera Fratta	»	6	110	101	8	—	203
	»	»	Zelo Buonpersico	»	1	104	44	104	—	44
	»	Milano	Baggio	»	1	—	19	—	—	19
	»	»	Basiglio	»	1	—	8	—	—	8
	»	»	Bellinzago	»	1	—	15	—	—	15
	»	»	Bollate	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Busnago	»	6	1	13	—	—	14
	»	»	Bussero	»	4	—	16	—	—	16
	»	»	Cambiago	»	—	17	2	15	—	4
	»	»	Caspiano	»	—	182	—	182	—	—
	»	»	Carugate	»	2	—	10	—	—	10
	»	»	Cassano Ad.	»	4	4	9	—	—	13
	»	»	Cassina Pec.	»	1	23	17	23	—	17
	»	»	Chiaravalle	»	4	194	110	194	—	110
	»	»	Cerro L.	»	1	—	48	—	1	47
	»	»	Cornate	»	1	—	3	—	—	3
	»	»	Crescenzago	»	1	—	30	—	—	30
	»	»	Cusago	»	1	—	63	—	—	63
	»	»	Garbagnate	»	1	1	2	1	—	2
	»	»	Gessate	»	1	16	3	16	—	3
	»	»	Grezzago	»	3	12	6	11	—	7
	»	»	Inzago	»	2	4	19	—	—	23
	»	»	Lambrate	»	—	63	—	63	—	—
	»	»	Liscate	»	2	612	75	612	—	75
	»	»	Locate	»	3	318	275	210	3	380
	»	»	Masate	»	1	—	3	—	—	3
	»	»	Mediglia	»	3	560	324	560	—	324
	»	»	Mezzate	»	2	30	48	30	3	45
	»	»	Milano	»	4	291	69	70	—	290
	»	»	Musocco	»	—	29	—	29	—	—
	»	»	Opera	»	1	—	56	—	—	56
	»	»	Pontigliate	»	—	—	3	—	—	3
	»	»	Pessano	»	—	3	2	3	—	2
	»	»	Pieve E.	»	1	—	322	—	—	322
	»	»	Pioltello	»	2	—	50	—	—	50
	»	»	Rodano	»	2	35	40	—	2	73
	»	»	Rozzano	»	1	87	8	87	—	8
	»	»	San Donato	»	1	75	4	—	—	79

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue Afta epizootica	*Milano*	Milano	San Giuliano	bovina	14	399	250	399	—	250
	»	»	Segrate	»	2	39	7	39	—	7
	»	»	Settala	»	—	177	—	60	5	112
	»	»	Settimo M.	»	1	—	74	—	—	74
	»	»	Terrazzano	»	—	6	—	—	—	6
	»	»	Trenno	»	1	—	32	—	—	32
	»	»	Trezzano R.	»	1	1	1	—	—	2
	»	»	Truccazzano	»	4	464	157	464	—	157
	»	»	Vaprio A.	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Vigentino	»	1	56	12	41	—	24
	»	»	Vignate	»	1	342	37	342	—	37
	»	»	Vizzolo	»	2	—	7	—	—	7
	»	Monza	Agrate	»	5	5	31	—	—	36
	»	»	Bernareggio	»	2	—	6	—	—	6
	»	»	Besana	»	—	46	—	46	—	—
	»	»	Biassono	»	3	7	10	7	—	10
	»	»	Brugherio	»	1	4	2	4	—	2
	»	»	Concorezzo	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	Lissone	»	5	23	12	23	—	12
	»	»	Monza	»	10	9	22	9	—	22
	»	»	Muggio	»	—	3	—	3	—	—
	»	»	Oreno	»	1	1	1	1	—	1
	»	»	Ornago	»	4	4	10	4	—	10
	»	»	Renate	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Rugginello	»	2	—	2	—	—	2
	»	»	Vedreggio	»	2	—	2	—	—	2
	»	»	Seregno	»	1	—	4	—	—	4
	»	»	Sesto S. G.	»	1	—	3	—	—	3
	»	»	Triuggio	»	4	—	11	—	—	11
	»	»	Velate	»	12	33	17	—	—	50
	»	»	Vimercate	»	1	2	5	5	—	2
	»	»	Vincodrone	»	3	—	7	—	—	7
	Modena	Modena	Bastiglia	»	4	—	14	—	—	14
	»	»	Bomporto	»	6	38	19	14	—	43
	»	»	Carpi	»	7	2	65	—	—	67
	»	»	Castelnuovo	»	6	63	35	—	—	98
	»	»	Id.	suina	2	—	4	—	—	4
	»	»	Castelvetro	bovina	2	45	14	35	—	24
	»	»	Id.	suina	—	9	—	—	—	9
	»	»	Fiorano	bovina	1	26	—	20	—	6

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati.	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino.	ANIMALI				
						precedentemente ammalati.	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Modena*	Modena	Maranello	bovina	1	—	11	—	—	11
	»	»	Modena	»	12	115	28	23	—	120
	»	»	Nonantola	»	7	189	70	17	—	242
	»	»	Ravarino	»	6	25	—	5	—	20
	»	»	Sassuolo	»	3	13	21	11	—	23
	»	»	Savignano	»	3	1	12	1	—	12
	»	»	San Cesario	»	1	40	1	6	—	35
	»	»	Spilamberto	»	4	31	—	14	—	17
	»	»	Soliera	»	4	8	13	—	—	21
	»	»	Vignola	»	1	—	6	3	—	3
	»	Mirandola	Camposanto	»	1	3	4	3	—	4
	»	»	Mirandola	»	—	8	—	8	—	—
	»	»	Cavezzo	»	2	5	13	5	—	13
	»	»	Concordia	»	2	—	3	—	—	3
	»	»	Finale	»	2	—	29	18	—	11
	»	»	San Felice	»	1	8	—	—	—	8
	»	»	San Prospero . . .	»	1	—	4	—	—	4
	»	Pavullo	Pavullo	»	2	4	7	—	—	11
	Napoli	Pozzuoli	Procida	»	—	4	—	3	—	1
	»	Napoli	Napoli	»	5	228	20	176	—	72
	»	»	Ponticelli	»	—	3	1	—	—	4
	»	»	Torre del Greco . .	»	—	14	—	14	—	—
	»	»	Portici	»	2	—	5	—	—	5
	»	Barra	Barra	»	1	50	2	19	—	33
	»	Casoria	Afragola	»	4	—	10	—	—	10
	Novara	Domodossola	Crodo	»	6	—	22	8	—	14
	»	»	Moggio.	»	—	6	5	—	—	11
	»	»	Viceno	»	3	21	16	21	—	16
	»	Novara	Arato Conturbio . .	»	—	149	—	100	—	49
	»	»	Borgovercelli. . . .	»	—	21	—	—	—	21
	»	»	Cameri	»	—	22	30	33	—	19
	»	»	Casaleggio	»	—	36	—	29	1	6
	»	»	Casalino	»	3	100	55	100	—	55
	»	»	Casalvolone	»	—	2	—	—	—	—
	»	»	Cerano.	»	—	16	118	60	—	68
	»	»	Novara	»	—	—	78	—	—	78
	»	»	Sozzago	»	3	160	68	—	—	228
	»	»	Terdobbiate	»	1	31	45	—	—	76
	»	»	Tornaco	»	—	38	51	35	—	54
	»	»	Trecate	»	—	143	—	—	—	143

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino.	ANIMALI precedentemente ammalati.	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue] **Afta epizootica**	*Novara*	Novara	Varallo Pombia . .	bovina	—	42	1	42	—	1
	»	»	Vicolungo	»	—	16	—	16	—	—
	»	»	Vinzaglio	»	—	10	12	—	—	22
	»	Pallanza	Premosello	»	2	9	5	9	—	5
	»	Vercelli	Saluggia	»	—	9	-	—	—	9
	»	»	Vercelli	»	—	15	20	32	—	3
	Parma	Borgo S. Donn.	Fontanellato	»	1	14	60	14	—	60
	»	»	Soragna	»	—	5	—	5	—	—
	»	Parma	Collecchio	»	—	98	—	49	—	49
	»	»	Felino	»	—	9	—	2	—	7
	»	»	Sala Baganza . . .	»	1	17	6	17	—	6
	»	»	San Lazzero P. . .	»	—	7	—	5	—	2
	»	»	Sorbolo	»	—	11	—	11	—	—
	Pavia	Pavia	Alagna	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Belgioioso	»	—	295	—	—	—	295
	»	»	Bereguardo	»	—	11	—	11	—	—
	»	»	Bornasco	»	—	32	—	32	—	—
	»	»	Carpignago	»	2	80	68	51	—	97
	»	»	Casorate Primo . .	»	—	18	—	18	—	—
	»	»	Lava Manara . . .	»	—	—	4	—	—	4
	»	»	Filighera.	»	—	91	—	—	—	91
	»	»	Landriano	»	14	80	234	56	1	258
	»	»	Marcignago	»	1	—	144	—	—	144
	»	»	Mirabello.	»	1	121	30	6	—	145
	»	»	Pavia	»	1	84	115	—	—	199
	»	»	San Martino	»	1	—	52	—	—	52
	»	»	Sannazzaro	»	1	—	35	—	—	35
	»	»	San Genesio	»	1	—	165	—	—	165
	»	»	Id.	suina	1	—	70	—	—	70
	»	»	San Cristina Bivone	bovina	1	—	19	—	—	19
	»	»	Torre del Mangano .	»	—	80	—	—	—	80
	»	»	Trovo	»	1	80	22	80	—	22
	»	»	Turago Bordone . .	»	4	147	23	—	—	170
	»	»	Vidigulfo	»	—	132	48	—	2	178
	»	»	Villanterio	»	1	—	6	—	—	6
	»	»	Zinasco	»	—	324	—	—	—	324
	»	Voghera	Albaredo A.	»	—	15	—	5	—	10
	»	»	San Diamano. . . .	»	—	6	—	6	—	—
	»	»	Broni	»	—	28	11	—	—	39
	»	»	Voghera	»	1	—	4	—	—	4

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati.	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino.	ANIMALI				
						precedentemente ammalati.	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Pavia*	Mortara	Albonese	bovina	2	15	31	—	—	46
	»	»	Cergnago	»	1	—	14	—	—	14
	»	»	Castellaro	»	2	—	12	—	—	12
	»	»	Castelnovetto	»	2	43	127	47	—	123
	»	»	Confienza	»	2	35	95	10	—	120
	»	»	Galliarolo	»	1	—	5	—	—	5
	»	»	Gambolò	»	1	115	25	50	—	90
	»	»	Gravellona	»	1	554	52	350	—	256
	»	»	Lomello	»	2	80	6	23	3	60
	»	»	Mede	»	1	357	58	88	—	327
	»	»	Mezzanabigli	»	1	107	19	—	—	126
	»	»	Mortara	»	1	21	9	—	—	30
	»	»	Ottobiano	»	1	11	8	10	1	8
	»	»	Palestro	»	—	8	—	—	—	8
	»	»	Robbio	»	1	211	25	191	—	45
	»	»	San Giorgio	»	2	161	194	—	1	354
	»	»	Suardi	»	—	6	—	6	—	—
	»	»	Valeggio	»	3	223	244	—	—	467
	»	»	Valle	»	2	—	146	—	—	146
	»	»	Vigevano	»	—	396	—	81	—	315
	»	»	Villabiscossi	»	1	49	50	—	—	99
	»	»	Zerbolò	»	3	130	180	100	—	210
	Perugia	Perugia	Perugia	»	—	3	—	3	—	—
	»	Rieti	Farano	»	4	3	19	3	—	19
	»	Terni	Terni	»	—	7	—	7	—	—
	»	Spoleto	Spoleto	»	1	—	9	3	—	6
	Piacenza	Fiorenz. d'Adda	Cadeo	»	2	—	6	—	—	6
	»	»	San Pietro	»	—	54	—	—	—	54
	»	Piacenza	Agazzano	»	—	71	—	70	1	—
	»	»	Id.	suina	—	26	—	26	—	—
	»	»	Borgonovo	bovina	1	67	9	—	1	75
	»	»	Caorso	»	2	—	10	—	—	10
	»	»	Castelvetro	»	—	18	—	12	—	6
	»	»	Gossolengo	»	—	111	—	87	—	24
	»	»	Gragnano T.	»	1	—	27	—	—	27
	»	»	Monticelli d'O.	»	1	—	2	—	—	2
	»	»	Podenzano	»	4	2	142	—	—	144
	»	»	Id.	suina	—	22	120	—	—	142
	»	»	San Lizzano A.	bovina	1	—	19	—	—	19
	»	»	Sant'Antonio a T.	»	—	35	—	27	—	8

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Pisa*	Pisa	Collesalvetti	bovina	—	35	—	35	—	—
	»	»	Lari	»	3	17	8	—	—	25
	Potenza	Melfi	Melfi	»	—	70	—	70	—	—
	Reggio Em.	Reggio Emilia	Bibbiano	»	1	25	111	—	—	136
	»	»	Cadelbonasopra	»	1	—	4	—	—	4
	»	»	Casalgrande	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Reggio	»	4	60	16	18	—	58
	»	»	Id.	suina	—	14	—	—	—	14
	»	»	San Polo	bovina	1	11	4	—	—	15
	»	Guastalla	Campagnola	»	—	14	—	—	—	14
	»	»	Luzzara	»	—	31	1	—	1	31
	»	»	Novellaro	»	—	2	20	—	—	22
	»	»	Reggiolo	»	2	10	73	—	—	83
	»	»	Rolo	»	2	—	33	—	—	33
	Roma	Frosinone	Anagni	»	4	13	11	13	—	11
	»	Roma	Bracciano	»	—	36	—	—	—	36
	»	»	Grottaferrata	»	—	—	8	—	—	8
	»	»	Marino	»	—	—	36	—	—	36
	»	»	Monterotondo	»	—	15	—	—	—	15
	»	»	Palestrina	»	—	15	—	—	—	15
	»	»	Rignano	»	—	7	—	7	—	—
	»	»	Roma	»	—	240	—	—	—	240
	»	»	Id.	ovina	—	1900	—	—	—	1900
	»	»	Trevignano	bovina	—	4	—	4	—	—
	»	Viterbo	Civita Castellana	»	1	12	7	9	—	10
	»	»	Civitella d'Agliano	»	5	—	16	—	—	16
	Salerno	Campagna	Altabilla	»	—	—	44	—	—	44
	»	»	Persano	»	—	44	—	—	—	44
	»	Salerno	Nocera Inferiore	»	—	—	6	—	—	6
	»	»	Scafati	»	—	—	6	1	—	5
	»	Vallo	Agropoli	»	—	8	—	8	—	—
	Siena	Siena	Siena	»	—	1	—	—	1	—
	»	»	Montalcino	»	—	3	—	—	—	3
	Sondrio	Sondrio	Talamona	»	—	29	—	17	—	12
	»	»	Sondrio	»	1	6	3	5	2	2
	»	»	Spriano	»	—	7	—	5	—	2
	»	»	Sandolo	»	—	4	—	2	—	2
	»	»	Meso	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Morbegno	»	7	5	35	—	—	40
	»	»	Chiavenna	»	1	—	6	—	—	6

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI				
						precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Afta epizootica**	*Sondrio*	Sondrio	Traona	bovina	5	—	7	—	—	7
	»	»	Cercino	»	2	—	8	—	—	8
	»	»	Dubino	»	1	—	7	—	—	7
	»	»	Torino	»	4	118	6	93	—	31
	Torino	Torino	Carignano	»	—	69	—	69	—	—
	»	»	Volpiano	»	1	8	—	—	—	8
	»	»	Leyni	»	3	1	8	—	—	9
	»	»	Verolengo	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Nichelino	»	—	9	—	9	—	—
	»	»	Chivasso	»	—	63	—	34	1	28
	»	»	Carmagnola	»	5	60	69	15	—	114
	»	»	Chieri	»	—	86	—	80	—	6
	»	»	Casalborgone	»	1	4	1	1	—	4
	»	»	Montanaro	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Ciriè	»	—	5	—	2	—	3
	»	»	Poirino	»	—	19	—	—	—	19
	»	»	Castiglione T.	»	—	7	—	7	—	—
	»	»	Rivarosa	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Pralormo	»	—	3	2	1	—	4
	»	»	Corio	»	—	5	—	5	—	—
	»	»	Marcorengo	»	—	2	—	—	—	2
	»	»	Bussolino G.	»	—	4	—	4	—	—
	»	»	Riva di Chieri	»	—	—	3	—	—	3
	»	Aosta	Aosta	»	—	20	—	6	—	14
	»	Pinerolo	Pinerolo	»	—	60	—	60	—	—
	»	»	Volvera	»	—	8	—	8	—	—
	»	»	San Secondo	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Villafranca	»	—	—	38	—	—	38
	»	»	Cumiana	»	—	11	1	11	—	1
	»	»	Prarostino	»	—	2	2	—	—	4
	»	»	Porte	»	—	3	—	—	—	3
	»	Susa	Buttigliera Alta	»	—	3	—	—	—	3
	»	»	Avigliana	»	—	4	—	—	—	4
	Verona	Sanguinetto	Sanguinetto	»	—	38	—	1	—	37
	»	»	Concamarise	»	—	13	—	—	—	13
	Vicenza	Lonigo	Lonigo	»	—	—	3	—	—	3
						20023	9200	9817	44	19362

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente malati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Tubercolosi	*Mantova*	Mantova	Mantova	bovina	—	—	3	—	3	—
	Padova	Padova	Padova.	»	—	—	4	—	4	—
	Reggio Em.	Reggio	Reggio	»	—	—	1	—	1	—
	Venezia	Venezia	Venezia.	»	—	—	25	—	25	—
					—	—	33	—	33	—
Morva e farcino	*Avellino*	Sant'Angelo L.	Calitri	equina	—	1	—	1	—	—
	Bari	Barletta	Minervino Murgo .	»	—	1	—	—	—	1
	Caserta	Nola	Nola	»	—	1	—	—	—	1
	»	»	Palma Campania . .	»	—	4	1	—	1	4
	»	»	S. Felice a Can. . .	»	—	1	—	—	—	1
	»	Caserta	Caserta	»	—	1	—	—	—	1
	Lecce	Gallipoli	Spongano	»	—	—	1	—	1	—
	Napoli	Castellammare	Sorrento	»	—	1	—	1	—	—
	»	»	Pian di Sorrento . .	»	—	2	—	2	—	—
	»	»	Torre Annunziata .	»	—	—	3	3	—	—
	»	»	S. Agnello	»	—	—	1	—	—	1
	»	»	Gragnano	»	—	—	2	—	—	2
	Piacenza	Piacenza	Monticelli d'Ongina	»	—	1	—	—	1	—
	Roma	Roma	Paliano	»	—	1	—	—	—	1
	Trapani	Trapani	Trapani	»	—	—	1	—	—	1
	Udine	Pordenone	Castelnuovo	»	—	1	—	1	—	—
					—	15	9	8	3	13
Vaiuolo ovino	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Barbone dei bufali	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rogna	*Aquila*	Aquila	Acciano	bovina	—	1000	—	—	—	1000
	»	»	Caporciano	»	—	327	—	—	—	327
	»	»	Collepietro	»	—	300	—	—	—	300
	»	»	Gagliano Aterno . .	»	—	400	—	—	—	400
	»	»	Prata d'Ausidonia. .	»	1	—	6	—	—	6
	»	»	Socinaro	»	—	300	—	—	—	300

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Rogna**	*Aquila*	Avezzano	Lecce dei Marsi . . .	ovina	—	100	—	—	—	100
	»	»	Massa d'Albe . . .	»	—	115	—	—	—	115
	Caserta	Nola	Nola	equina	1	—	2	—	—	2
	Foggia	Sansevero	Castelnuovo	ovina	—	—	238	—	—	238
	Girgenti	Bivona	Casteltermini. . . .	»	1	—	11	—	—	11
	Macerata	Camerino	Visso	»	—	116	—	—	—	116
	Potenza	Matera	Irsina	»	3	—	90	—	—	90
	»	Potenza	Genzano	»	2	—	50	—	—	50
	Roma	Civitavecchia	Corneto	»	—	450	—	—	—	450
					8	3108	397	—	—	3505
Rabbia	*Bari*	Bari	Bari	canina	—	1	—	—	—	1
	»	»	Minervino Murge .	bovina	—	12	—	—	—	12
	Caserta	Caserta	Caserta.	canina	—	4	—	—	—	4
	Firenze	Firenze	Sesto Fiorentino . .	»	—	—	1	—	1	—
	»	San Miniato	Santa Croce sull'Arno	»	—	5	—	—	3	2
	Potenza	Melfi	Forenzo	»	—	—	1	—	1	—
	Reggio Cal.	Reggio	Campo	»	—	—	1	—	1	—
	»	»	Reggio	»	—	—	1	—	1	—
	»	»	Id.	suina	—	—	1	—	—	1
	Roma	Roma	Olevano	canina	—	3	—	—	—	3
	»	»	Roma	»	—	3	—	—	—	3
	Palermo	Palermo	Marineo	suina	—	1	—	—	—	1
	Catania	Catania	Catania	canina	—	—	1	—	—	1
					—	20	6	—	7	28
Malattie infettive dei suini	*Ancona*	Ancona	Osimo	—	1	—	1	—	1	—
	Arezzo	Arezzo	Loro Ciuffenna . . .	—	—	—	1	—	—	1
	Bologna	Bologna	Castelfranco	—	—	4	—	—	1	3
	Caserta	Gaeta	Sessa Aurunca . . .	—	1	—	2	—	1	1
	Catanzaro	Catanzaro	Isca	—	1	—	3	—	3	—
	»	»	Olivadi.	—	—	6	—	—	2	4
	»	»	Satriano	—	—	15	—	—	7	8
	»	Cotrone	Verzino	—	1	5	4	3	3	3
	»	Nicastro	Falerna	—	—	6	—	—	2	4
	Cosenza	Castrovillari	Papasidero	—	—	18	—	5	6	
	»	»	Castrovillari	—	—	20	—	20	—	—
	Cremona	Cremona	Corte dei Cortesi . .	—	—	20	70	—	20	70
	Ferrara	Ferrara	Vigarano M.	—	1	—	1	—	1	—
	Foggia	Bovino	Ascoli	—	—	55	—	—	—	55

MALATTIA	PROVINCIA	CIRCONDARIO	COMUNE	Specie cui appartengono gli animali ammalati	Stalle o mandre riconosciute infette dopo l'ultimo bollettino	ANIMALI precedentemente ammalati	caduti ammalati dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Segue **Malattie infettive dei suini**	*Lucca*	Lucca	Viareggio	—	1	—	1	—	1	—
	Parma	Borgotaro	Borgotaro	—	2	—	3	—	1	2
	»	Parma	Sala Baganza	—	—	5	1	—	2	4
	Pesaro	Pesaro	S. Lorenzo in Campo	—	—	6	—	—	—	6
	Potenza	Matera	Accettara	—	—	4	—	—	—	4
	»	»	Miglionico	—	—	5	—	—	1	4
	»	Potenza	Banzi	—	—	30	—	15	5	10
	»	»	Vaglio	—	—	—	2	—	2	—
	Torino	Torino	Torino	—	—	5	2	—	3	4
	Udine	Udine	Pozzuolo	—	—	—	1	—	1	—
	Catania	Nicosia	Agira	—	—	2	1	1	2	—
						206	**93**	**44**	**65**	**190**
Agalassia contagiosa delle pecore e delle capre	*Roma*	Viterbo	Grotte di Castro	ovina	—	—	**394**	—	—	**394**

RIEPILOGO.

Malattia	Specie	Stalle o mandre	precedentemente ammalati	caduti ammalati	guariti	morti o abbattuti	che restano ammalati
Carbonchio ematico	bovina	—	—	—	—	—	—
	equina	—	—	22	1	21	—
	suina	—	—	4	—	3	1
	—	—	—	**26**	**1**	**24**	**1**
Carbonchio sintomatico	bovina	—	—	**3**	—	**3**	—
Afta epizootica	bovina	549	17994	9001	9789	43	17163
	suina	3	124	199	27	1	295
	ovina	—	1905	—	1	—	1904
	—	**552**	**20023**	**9200**	**9817**	**44**	**19362**
Tubercolosi	bovina	—	—	—	—	—	—
	suina	—	—	—	—	—	—
	—	—	—	**33**	—	**33**	—
Morva e farcino	equina	—	**15**	**9**	**8**	**3**	**13**
Rogna	ovina	—	3108	395	—	—	3503
	equina	—		2	—	—	2
	—	—	**3108**	**397**	—	—	**3505**
Rabbia	canina	—	16	5	—	7	14
	bovina	—	12	—	—	—	12
	suina	—	1	1	—	—	2
	—	—	**29**	**6**	—	**7**	**28**
Agalassia contagiosa delle pecore e delle capre	suina	—	**394**	—	—	—	**394**
Malattie infettive dei suini	suina	—	**206**	**93**	**44**	**65**	**190**
Vaiuolo ovino	—	—	—	—	—	—	—
Barbone dei bufali	—	—	—	—	—	—	—

BOLLETTINO SANITARIO DEL BESTIAME ALL'ESTERO

(Dati statistici e notizie desunte da pubblicazioni ufficiali dei singoli paesi)

AUSTRIA — *Dal 23 al 30 gennaio 1907.*

MALATTIE	Località infette	Poderi infetti
Afta epizootica	13	40
Carbonchio ematico	11	11
Moccio e farcino	7	8
Vaiuolo	—	—
Rogna	39	47
Carbonchio sintomatico	1	1
Mal rossino dei suini	35	212
Peste e setticemia dei suini .	106	297
Esantema coitale vescicoloso .	16	70
Colera degli uccelli	4	51
Rabbia	17	17

In questo periodo di tempo il Salisburghese, e la Dalmazia sono stati immuni da epizoozia. In tutti i regni ed i paesi componenti l'Austria non si è osservato alcun caso di *peste bovina* o di *pleuropolmonite essudativa* dei bovini.

AUSTRIA — *Dal 30 gennaio al 6 febbraio 1907.*

MALATTIE	Località infette	Poderi infetti
Colera degli uccelli	2	3
Afta epizootica	10	38
Carbonchio ematico	13	14
Moccio e farcino	8	9
Rogna	41	49
Carbonchio sintomatico dei bovini	1	1
Mal rossino dei suini	36	199
Peste e setticemia dei suini . .	103	287
Esantema coitale vescicolare .	17	73
Rabbia	25	36

In questo periodo di tempo il Salisburghese e la Dalmazia sono stati immuni da epizoozia.

In tutti i regni e paesi componenti l'Austria non si è osservato alcun caso di *peste bovina* o di *pleumolmonite essudativa* dei bovini.

MONTENEGRO — *Dal 21 al 31 gennaio 1907.*

Nessun caso di malattia.

Dall'11 al 20 gennaio 1907.

Nessun caso di malattia.

ISTRIA — *Dal 12 al 19 gennaio 1907.*

MALATTIE	N. dei comuni infetti	N. delle masserie e pascoli infetti	N. degli animali ammalati
Carbonchio ematico	—	—	—
Rogna	1	1	1
Mal rossino	—	—	—
Peste suina	2	29	— (1)
Moccio equino	1	3	— (2)

(1) Esposti all'infezione: 95.
(2) Sotto osservazione perchè sospetti: 18.

Dal 19 al 26 gennaio 1907.

MALATTIE	N. dei comuni infetti	N. delle masserie e pascoli infetti	N. degli animali ammalati
Esantema vescicolare	1	1	2
Rogna ovina	2	2	3
Mal rossino	2	4	5
Peste suina	3	43	18
Moccio equino	1	2	— (1)
Colera degli uccelli	1	9	— (2)

(1) Sotto osservazione: 16.
(2) Esposti all'infezione: 70.

Dal 26 gennaio al 2 febbraio 1907.

MALATTIE	N. dei comuni infetti	N. delle masserie e pascoli infetti	N. degli animali ammalati
Esantema vescicoloso	1	1	2
Rogna	2	2	3
Mal rossino	—	—	—
Peste suina	3	36	25
Moccio equino	1	2	— (1)

(1) Sotto osservazione perchè sospetti: 16.

Dal 2 al 9 febbraio 1907.

MALATTIE	N. dei comuni infetti	N. delle masserie e pascoli infetti	N. degli animali ammalati
Carbonchio ematico	1	1	1
Rogna ovina	2	2	3
Esantema coitale vescicolosa . . .	1	3	4
Peste suina	3	36	25
Moccio equino	1	2	— (1)

(1) Sotto osservazione perchè sospetti: 16.

GRAN BRETAGNA — *Dal 19 al 26 gennaio 1907.*

MALATTIE	Focolai di malattia	Casi
Carbonchio	15	15
Afta epizootica	—	—
Moccio e farcino	22	47
Rabbia	—	—
Rogna ovina	36	—
Mal rossino dei suini (1) . . .	40	(1)

(1) Uccisi perchè malati o stati esposti all'infezione 179.

GRAN BRETTAGNA — *Dal 26 gennaio al 2 febbraio 1907.*

MALATTIE	Focolai di malattia	Casi
Carbonchio	16	18
Afta epizootica	—	—
Moccio e farcino	20	78
Rabbia	—	—
Rogna ovina	31	—
Malattie dei suini	27	188

a) UNGHERIA — *Dal 26 dicembre 1906 al 2 gennaio 1907.*

MALATTIE	Località infette	Poderi infetti
Carbonchio ematico	23	24
Rabbia	191	101
Moccio e farcino	41	42
Afta epizootica	5	11
Vaiuolo ovino	81	143
Polineurite infettive del cavallo (Pontiere)	—	—
Esantema coitale vescicoloso	3	16
Rogna	124	291
Setticimia emorragica dei bufali (barbone)	21	35
Risipola dei suini (mal rossino	136	366
Setticemia dei suini	564	—

b) CROAZIA e SLAVONIA — *Dal 19 al 26 dicembre 1906*

MALATTIE	Località infetti	Poderi infetti
Carbonchio ematico	6	9
Rabbia	3	3
Moccio equino	3	4
Risipela dei suini (mal rossino)	5	5
Setticemia dei suini	11	893

Il territorio dei paesi della Corona Ungherese sono immuni dalla peste bovina, e dalla peripneumonia esutativa ai bovini.

NORVEGIA — *Mese di gennaio 1907.*

MALATTIE	Numero delle provincie infette	Numero delle stalle infette	Numero dei casi segnalati
Carbonchio ematico	11	47	47
Carbonchio sintomatico	2	2	2
Febbre catarrale maligna	10	31	29
Castromicosi delle pecore	1	1	1
Pneumentorite infettiva dei suini	1	100	100

BAVIERA. — *Dal 16 al 31 dicembre 1906.*

MALATTIE	Provincie	Comuni	Masserie
Moccio equino	1	1	1
Afta epizootica	1	1	1
Pleuropneumonite contagiosa bovina	—	—	—
Peste e setticemia dei maiali	8	54	122
BAVIERA. — *Dal 1° al 15 gennaio 1902.*			
Moccio equino	—	—	—
Afta epizootica	1	1	1
Pleuropneumonite contagiosa bovina	—	—	—
Peste e setticemia dei maiali	84	47	93
BAVIELA. — *Dal 16 al 31 gennaio 1907.*			
Moccio equino	1	2	4
Afta epizootica	—	—	—
Pleuropneumonitecon tagiosa bovina	—	—	—
Peste e setticemia dei maiali	7	41	76

SVIZZERA — *Dal 28 gennaio al 3 febbraio 1907.*

MALATTIE	N. dei cantoni infetti	N. dei comuni infetti	N. degli animali ammalati	N. degli animali morti od uccisi
Carbonchio sintomatico	4	4	9	9
Carbonchio ematico	7	12	12	12
Moccio e farcino	—	—	—	—
Afta epizootica	2	3	21	10
Malattie infettive dei suini	—	—	—	—
Rogna	6	13	153	—

PAESI BASSI. — *Mese di gennaio 1907.*

MALATTIE	Numero dei casi	Numero dei proprietari
Carbonchio ematico	38	36
Rabbia	12	12
Rogna	255	69
Mal rossino dei suini	9	8
Zoppina degli ovini	11	6
Morva e farcino	8	4
Afta epizootica	175	5
Trichinosi dei suini	—	—

IMPERO OTTOMANO

—

Bollettino epizootico n. 3.

DURAZZO — *20 gennaio.*

Secondo avviso ufficiale la città ed i suoi dintorni sono stati immuni da ogni epizoozia durante il dicembre 1906.

(Rapporto del medico sanitario).

VALLONA — *15 gennaio.*

Il barbone è stato osservato tra gli animali bovini in alcuni villaggi dei dintorni della città.

(Rapporto del medico sanitario).

RODI — *1 gennaio.*

L'ufficio di Badroum avvisa che su 390 capi di bestiame arrivati da Moura il 24 dicembre 1906, 95 soccombettero (fino al 14 gennaio) per peste bovina. Furono adottati i necessari provvedimenti.

(Telegramma del medico sanitario).

Costantinopoli, 4 febbraio 1907.

SVIZZERA

—

Traffico di bestiame con la Francia

—

Per prevenire l'importazione della febbre aftosa, noi interdiciamo colla presente ogni importazione di bestiame (bovini, ovini, caprini e suini) per i passi di Nyou Ouchy e St. Gingolfoh.

L'interdizione si applica pure al traffico rurale (art. 98 del regolamento di esecuzione del 14 ottobre 1887).

(Decisione n. 21 / del dipartimento federale dell'agricoltura Berna, 28 gennaio 1907).

FERROVIE DELLO STATO

ESERCIZIO 1906-1907

PRODOTTI APPROSSIMATIVI DEL TRAFFICO

e loro confronto coi prodotti accertati nell'esercizio precedente, depurati dalle imposte erariali

22ª decade - dal 1° al 10 febbraio 1907.

	RETE			STRETTO DI MESSINA		
	Approssimativi esercizio corrente	Definitivi esercizio precedente	Differenze	Approssimativi esercizio corrente	Definitivi esercizio precedente	Differenze
Chilometri in esercizio	13086 (1)	13066 (1)	+ 20	23	23	—
Media	13086	13052	+ 34	23	23	—
Viaggiatori	3.428.376 00	3.231.610 81	+ 196.765 19	5.900 00	4 809 71	+ 1.090 29
Bagagli e cani	186.698 00	157.039 38	+ 29.658 62	230 00	241 35	— 11 35
Merci a G. V. e P. V. acc.	1.050.721 00	992 462 61	+ 58.258 39	2.020 00	1 839 08	+ 180 92
Merci a P. V.	5.414.964 00	4.779.963 85	+ 635.000 15	3.490 00	3.435 65	+ 54 35
Totale	10.080.759 00	9.161.076 65	+ 919.682 35	11.640 00	10 325 79	+ 1.314 21
PRODOTTI COMPLESSIVI dal 1° luglio 1906 al 10 febbraio 1907.						
Viaggiatori	94.458.567 00	87.555.399 43	+ 6 903.167 57	142.700 00	119.808 54	+ 22.891 46
Bagagli e cani	4.430.773 00	3.916.275 85	+ 514.497 15	4 830 00	4.624 58	+ 205 42
Merci a G. V. e P. V. acc.	27.805.682 00	26.013.514 95	+ 1.792.167 05	34.500 00	25.933 65	+ 8.566 35
Merci a P. V.	121.102 019 00	113.828.927 49	+ 7.273.091 51	82.200 00	71.292 11	+ 10.907 89
Totale	247.797.041 00	231.314.117 72	+ 16.482.923 28	264.230 00	211.658 88	+ 42 571 12
PRODOTTO PER CHILOMETRO.						
Della decade	770 35	701 14	+ 69 21	506 09	448 95	+ 57 14
Riassuntivo	18.936 04	17.722 50	+ 1.213 54	11.488 26	9.637 34	+ 1.850 92

(1) Escluse le linee Varese-Porto Ceresio, Roma-Viterbo, Roma-Albano-Nettuno e Cerignola Stazione-Città.

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA E DEI CULTI

Disposizioni nel personale dipendente:

Magistratura.

Con decreti Ministeriali del 29 e 31 ottobre 1906, registrati alla Corte dei conti il 9 novembre 1906:

All'uditore Bonacci Oloferne, destinato in temporanea missione di vice pretore al mandamento di Calangianus, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, è assegnata l'indennità mensile di L. 100, dal giorno 10 ottobre 1906, sino a che sarà mantenuto nella detta temporanea missione.

All'uditore Giordano Stefano, destinato in temporanea missione di vice pretore al mandamento di Partinico, è assegnata l'indennità mensile di L. 100, dal giorno 16 ottobre 1906, sino a che sarà mantenuto nella detta temporanea missione.

All'uditore Sant'Elia Luigi, destinato in temporanea missione di vice pretore al mandamento di Scopa, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare, è assegnata l'indennità mensile di L. 100, dal giorno 23 ottobre 1906, sino a che sarà mantenuto nella detta temporanea missione.

All'uditore Giuli Giovacchino, destinato in temporanea missione di vice pretore al 1° mandamento di Brescia, è assegnata l'indennità mensile di L. 100, dal giorno 16 ottobre 1906, sino a che sarà mantenuto nella detta temporanea missione.

Con decreti Ministeriali del 29 ottobre e 3 novembre 1906, registrati alla Corte dei conti il 16 novembre 1906:

Ai pretori sottoindicati è aumentato lo stipendio da L. 3000 a L. 3080 per compiuto sessennio sul precedente stipendio di L. 2800, dal 1° agosto 1906:

De Caprariis Paolo, pretore del mandamento di Teora;

D'Onofrio Vincenzo, pretore del mandamento di Casacalenda.

Ai pretori sottoindicati è aumentato lo stipendio da L. 2000 a L. 3080 per compiuto sessennio sul precedente stipendio di L. 2800, dal 1° ottobre 1906:

Catucci Giuseppe, pretore del mandamento di Lucca;

Piro Beniamino, pretore del mandamento di Tretola;

Budano Mariano, pretore del mandamento di Villalba.

Con R. decreto del 12 novembre 1906:

Mazzoni Alessandro, giudice del tribunale civile e penale di Pavia, in aspettativa a tutto il 19 novembre 1906, è richiamato in servizio dal 20 novembre 1906 presso il detto tribunale, con l'annuo stipendio di L. 4000.

Bartelli Vincenzo, pretore del mandamento di Busca, è incaricato di supplire il titolare mancante nel mandamento di Venasca.

Testa Paolo, pretore del mandamento di Mongrando, è incaricato di supplire il titolare mancante nel mandamento di Graglia.

Schiesari Edoardo, pretore del 1° mandamento di Padova, è collocato in aspettativa per 6 mesi dal 23 ottobre 1906, con l'assegno della metà dello stipendio.

Siebi Giulio, pretore del mandamento di Scansano, in aspettativa fino a tutto ottobre 1906, è confermato nell'aspettativa medesima per altri 2 mesi, dal 1° novembre 1906, con l'assegno della metà dello stipendio.

De Capua Antonio, pretore del mandamento di Aquilonia, in aspettativa fino a tutto il 26 ottobre 1906, è richiamato in servizio, dal 27 ottobre 1906, presso lo stesso mandamento di Aquilonia.

Favara Gaspare, uditore in temporanea missione di vice pretore al 7° mandamento di Milano, con la mensile indennità di L. 100, è dispensato da detta missione, ed è destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore alla 2ª pretura urbana di Roma, senza la detta indennità.

Di Tiori Michele, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel 2° mandamento di Roma, è destinato in temporanea missione di vice pretore nel 7° mandamento di Milano, con indennità mensile.

Bonanno Clemente, uditore destinato ad esercitare le funzioni di vice pretore nel mandamento di Caltagirone, è destinato in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Raccuia, con incarico di reggere l'ufficio in mancanza del titolare e con idennità mensile.

Sono accettate le dimissioni rassegnate:

da Bova Mattia, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Carinola;

da Signorile Alfonso, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Sampeyre;

da Mandara Giuseppe, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Foggia;

da Barilà Raffaele, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Cortale;

da Ballico Gino, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Latisana;

da Giacalone Ignazio, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Trani;

da Rosso Pietro, dall'ufficio di vice pretore del mandamento di Chiaromonte Gulfi;

da Barberi Gino, dall'ufficio di vice pretore della pretura urbana di Verona.

Con decreto Ministeriale del 13 novembre 1906:

Coelli Eugenio, uditore giudiziario presso la R. procura del tribunale di Benevento, è destinato al tribunale civile e penale di Benevento.

Con R. decreto del 15 novembre 1906:

Ricci comm. Giovanni, presidente di sezione della Corte d'appello di Napoli, è collocato a riposo dal 19 novembre 1906, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di primo presidente di Corte d'appello.

Grottola cav. Francesco, presidente di sezione della Corte d'appello di Trani, è collocato a riposo dal 1° dicembre 1906 e gli è conferito il titolo ed il grado onorifico di primo presidente di Corte d'appello.

De Andreis cav. Filippo, sostituto procuratore generale presso la Corte di cassazione di Firenze, è collocato a riposo dal 1° dicembre 1906 e gli è conferito il titolo e grado onorifico di procuratore generale di Corte di appello.

Martini Vincenzo, giudice del tribunale civile e penale di Genova, è nominato consigliere della Corte d'appello di Catanzaro, con l'annuo stipendio di L. 5000.

Merli cav. Guido, procuratore del Re presso il tribunale civile e penale di Oneglia, in aspettativa a tutto il 15 novembre 1906, è confermato nell'aspettativa stessa per 5 mesi dal 16 novembre 1906, con l'assegno in ragione della metà dello stipendio.

Lanzetta Gaetano, aggiunto giudiziario presso il tribunale civile e penale di Napoli, è ivi applicato all'ufficio d'istruzione dei processi penali coll'annua indennità di L. 700.

Bruni Giambattista, pretore del mandamento di Vietri di Potenza, è collocato in aspettativa per sei mesi dal 16 novembre 1906, coll'assegno del terzo dello stipendio.

Rosito Angelo Antonio, pretore del mandamento di Rende, è collocato in aspettativa per tre mesi, dal 16 novembre 1906, con l'assegno del terzo dello stipendio.

Matarazzo Gaetano, pretore già titolare del mandamento di Nicosia, sospeso dall'esercizio delle sue funzioni con R. decreto del 21 aprile 1904, perchè sottoposto a procedimento penale, è richiamato in servizio ed è destinato al mandamento di Rende, rimanendo revocato ad ogni effetto l'anzidetto R. decreto di sospensione.

Provera Giovanni, uditore in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Vercelli, con la mensile indennità di

[illegible] è tramutato, con la stessa missione e [illegible] indennità al mandamento di Montiglio, con incarico di reggere l'ufficio in macanza del titolare.

Ciancarelli Giuseppe, uditore presso il tribunale civile e penale di Napoli, è destinato in temporanea missione di vice pretore nel mandamento di Vercelli, con indennità mensile [illegible]

Con decreto Ministeriale del 19 novembre 1906:

Ariani Angelo, aggiunto giudiziario del tribunale civile e penale di Cosenza, applicato temporaneamente alla R. procura in Cosenza, è richiamato al suo precedente posto presso il tribunale civile e penale di Cosenza.

Cancellerie e segreterie.

Con decreto Ministeriale del 12 novembre 1906:

Curci Francesco, alunno gratuito nella pretura di Corigliano Calabro, è esonerato dal servizio per adempiere all'obbligo della leva militare dal 1° novembre 1906.

Cappadona Antonino, alunno di 2ª classe nella 6ª pretura di Roma, è esonerato dal servizio per adempiere all'obbligo della leva militare dal 1° novembre 1906.

Con R. decreto del 12 novembre 1906:

Bentivegna Giuseppe, cancelliere della pretura di Ravanusa, in aspettativa fino al 31 ottobre 1906, è richiamato in servizio nella stessa pretura di Ravanusa dal 1° novembre 1906.

Camploy Silvio, segretario della R. procura presso il tribunale di Rovigo, è nominato cancelliere della 2ª pretura di Bergamo, con l'attuale stipendio di L. 1900.

Baldi Carlo, cancelliere della pretura di Lendinara, è nominato segretario della R. procura presso il tribunale di Rovigo, con l'attuale stipendio di L. 1900.

Con decreto Ministeriale del 14 novembre 1906

Di Vito Leopoldo, cancelliere della pretura di San Marcello Pistoiese, sottoposto a procedimento penale, è sospeso dall'esercizio delle sue funzioni, dal 16 novembre 1906.

Con R. decreto del 15 novembre 1906:

Poloni Giovanni Battista, cancelliere della pretura di Martinengo, è collocato a riposo dal 1° novembre 1906, e gli è conferito il titolo ed il grado onorifico di vice cancelliere di Corte di appello.

Lenzi Raffaele, cancelliere della pretura di Bagnoli Irpino, è collocato a riposo dal 1° novembre 1906, e gli è conferito il titolo e grado onorifico di vice cancelliere di Corte d'appello.

De Paoli Agostino, cancelliere della pretura di Demonte, è collocato a riposo dal 1° novembre 1906.

Con decreto Ministeriale del 15 novembre 1906:

Il decreto ministeriale del 30 agosto 1906, col quale Arnone Calogero, vice cancelliere aggiunto al tribunale di Caltanissetta, fu sospeso dall'ufficio per giorni tre, al solo scopo della privazione dello stipendio e fermo l'obbligo di prestare servizio, è revocato.

Il decreto ministeriale in data 9 giugno 1905, col quale Baciucchi Francesco, [illegible] cancelliere aggiunto al tribunale di Roma, fu sospeso dall'ufficio per 30 giorni, al solo effetto della privazione dello stipendio e fermo l'obbligo di prestare servizio, è revocato.

Con decreto Ministeriale del 17 novembre 1906:

Gazzano Mario, alunno di 2ª classe nella pretura di Garessio, è esonerato dal servizio dal 1° dicembre 1906, per adempiere all'obbligo della leva militare.

Miele Giuseppe, alunno di 2ª classe nella pretura di Portici, in aspettativa per infermità sino al 30 novembre 1906, è richiamato in servizio nella stessa pretura di Portici, dal 1° dicembre 1906.

(*Continua*).

MINISTERO D'AGRICOLTUTA, IND. E COMMERCIO

Servizio della proprietà intellettuale.

Trasferimento di privativa industriale N. 3659.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, N. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 226, n. 20 del registro attestati, n. 82,066 del registro generale, del 1° giugno 1906, col titolo: « Macchina per la fabbricazione automatica del decotto di caffè dal caffè crudo, denominata *Pantapeia* », originariamente rilasciato a Cappelli Spiridione (Vincenzo), a Roma, fu trasferito per intero a Vendemmia Vito, a Bari, in forza di cessione totale fatta a Bari il 28 novembre 1906, con atto privato, debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Bari il giorno 13 dicembre 1906, al n. 2149, vol. 150, fog. 68, atti privati, e presentato pel visto all'Ufficio della proprietà intellettuale addì 28 dicembre 1906, ore 16.45.

Roma, addì 6 febbraio 1907.

Il direttore della divisione
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3660.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 212, n. 104 del registro attestati, n. 78,031 del registro generale, del 27 settembre 1905, col titolo: « Griglia a doppio tubo serpentino aerotermico, sistema Virgili », originariamente rilasciato a Virgili Felicissimo fu Gaetano, a Genova, fu trasferito per intero alla Società Anonima per Griglie e Forni Virgili, a Genova, in forza di cessione totale fatta nell'atto costitutivo della Società cessionaria, rogato dal notaro Federico Arata, a Genova il 23 novembre 1906, debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Genova il giorno 30 novembre 1906, al n. 3308, vol. 323, atti pubblici e presentato in copia autentica pel visto all'Ufficio della proprietà intellettuale addì 4 gennaio 1907, ore 17.

Roma, addì 6 febbraio 1907.

Il direttore della divisione I
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3661.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 214, n. 43 del registro attestati, n. 78,480 del registro generale del 27 ottobre 1905, col titolo: « Griglia tubolare aerotermica *Virgili* », originariamente rilasciato a Virgili Felicissimo fu Gaetano, a Genova, fu trasferito per intero alla Società anonima per griglie e forni *Virgili*, a Genova, in forza di cessione totale fatta nell'atto costitutivo della Società cessionaria, rogato dal notaro Federico Arata, a Genova il 23 novembre 1906, debitamente registrato all'Ufficio [illegible] il giorno 30 novembre 1906 al n. [illegible], vol. [illegible] atti [illegible] e presentato in copia autentica pel visto all'Ufficio della proprietà intellettuale addì 4 gennaio 1907, ore 17.

Roma, addì 6 febbraio 1907

Il direttore della divisione I
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3662.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, N. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 230, n. 157 del registro attestati, n. 83,018 del registro generale del 31 agosto 1906, col titolo: « Forno per la cottura del pane a riscaldamento o raffreddamento rapido »,

originariamente rilasciato a Virgili Felicissimo fu Gaetano, a Genova, fu trasferito per intero alla Società anonima per Griglie e Forni Virgili, a Genova, in forza di cessione totale fatta nell'atto di costituzione della Società cessionaria rogato dal notaro Federico Arata a Genova il 23 dicembre 1906, debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Genova il giorno 30 novembre 1906, al n. 3308, vol. 326, atti pubblici, e presentato in copia autentica pel visto all'Ufficio della proprietà intellettuale addì 4 gennaio 1907, ore 17.

Roma, addì 6 febbraio 1907

Il direttore della divisione I
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3663.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 177, n. 152 del registro attestati, n. 69,057 del registro generale, del 15 ottobre 1903, col titolo: « Perfezionamenti nei collegamenti elettrici per rotaie », originariamente rilasciato a Oakley William Edward, a Millbury, Mass. (S. U. d'America), fu trasferito per intero alla Oakly Steel Foundry Company Limited a Londra, in forza di cessione totale fatta a Londra il 20 novembre 1906, con atto privato debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Roma il giorno 9 novembre 1906, al n. 7071, vol. 287, serie 1ª, atti privati, e presentato pel visto all'Ufficio della proprietà intellettuale, addì 5 gennaio 1907, ore 16.40.

Roma, addì 6 febbraio 1907.

Il direttore della divisione I
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3665.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 102, n. 19 del registro attestati, n. 49,375 del registro generale, del 12 dicembre 1898, col titolo: « Processo di purificazione dell'acetilene », originariamente rilasciato a Landsberger Aron, a Berlino, fu trasferito per intero alla Société des applications de l'acétylène a Parigi, in forza di cessione totale fatta a Parigi il 22 novembre 1906, con atto privato, debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Milano il giorno 17 dicembre 1906 al n. 8498, vol. 1550, atti privati e presentato pel visto alla prefettura di Milano, addì 3 gennaio 1907, ore 16.

Roma, addì 6 febbraio 1907.

Il direttore della divisione I
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3667.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 215, n. 109 del registro attestati, n. 79,008 del registro generale, del 14 novembre 1905, col titolo: « Radiatore a vapore riscaldato a gas inesplosibile », originariamente rilasciato a Pizzi Eugenio, a Torino, fu trasferito per intero alla Società anonima Caligaris & Piacenza, a Torino, in forza di cessione totale fatta a Torino il 10 settembre 1906, con atto privato debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Torino il giorno 27 settembre 1906, al n. 4968, vol. 239, atti privati e presentato pel visto alla Prefettura di Torino, addì 22 dicembre 1906, ore 16.

Roma, addì 6 febbraio 1907.

Il direttore della divisione I
S. OTTOLENGHI.

Trasferimento di privativa industriale N. 3668.

Per gli effetti degli articoli 46 e seguenti della legge 30 ottobre 1859, n. 3731, si rende noto al pubblico che l'attestato di privativa industriale: vol. 235, n. 154 del registro attestati, n. 84,330 del registro generale, del 16 novembre 1906, col titolo: « Perfezionamenti nei dispositivi per la rapida circolazione negli apparecchi di riscaldamento a termosifone », originariamente rilasciato a Pizzi Eugenio fu Carlo, a Torino, fu trasferito per intero alla Società anonima Caligaris & Piacenza, a Torino, in forza di cessione totale fatta a Torino il 10 settembre 1906, con atto privato debitamente registrato all'Ufficio demaniale di Torino il giorno 27 settembre 1906, al n. 4968, vol. 239, atti privati, e presentato pel visto alla prefettura di Torino, addì 22 dicembre 1906, ore 16.

Roma, addì 6 febbraio 1907.

Il direttore della divisione
S. OTTOLENGHI.

MINISTERO DEL TESORO

Direzione Generale del Debito Pubblico

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita del consolidato 5 0[0, cioè: n. 1,269,915, per L. 25 al nome di Pedraglio *Augusto* fu ing. Luigi minore, sotto la patria potestà della madre Amadeo Anna vedova Pedraglio, domiciliato in Como, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Pedraglio *Giacomo Tullio Augusto* fu ing. Luigi (il resto come sopra), vero proprietario della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 1,206,221 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 15, al nome di Falorni Maria, *Giulia* ed Ester fu Mariano, minori, sotto la patria potestà della madre Brialdi Barberina, domiciliati in Roma, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Falorni Maria, *Giulio* ed Ester fu Mariano, minori, ecc., come sopra, veri proprietari della rendita stessa.

A termini dell'art. 72 del regolamento sul debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (1ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 911,235 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 10, al nome di Benso *Giovanni* di Battista, domiciliato a Torino, con ipoteca a favore dell'Amministrazione dello posto dello Stato, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pub-

blico, mentrechè doveva invece intestarsi a Benso *Domenico* di Battista, ecc., come sopra, vero proprietario della rendita stessa.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (2ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 867,022 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 110, al nome di *Cinelli* Giuseppe fu Pietro, domiciliato a Piaggine Soprane (Principato Citra), fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi al nome di *Ciniello* Giuseppe fu Pietro, ecc., come sopra, vero proprietario della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 843,292 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 250 al nome di Dotta *Caterina* fu Antonio, moglie di Francesco Majola, domiciliata in Torino, col vincolo per dote e controdote della titolare, giusta l'atto nuziale 25 ottobre 1886, rog. Dogliotti notaio in Torino, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Dotta *Giovanna-Caterina* fu Antonio, moglie di Francesco Majola, vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 1,388,213 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 850, ora corinvertita in consolidato 3.75 - 3.50 0[0, al nome di Rosso *Luigia* di Giacomo-Giovanni, nubile, domiciliata in Alessandria, fu così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Rosso *Maria Luigia* di Giacomo-Giovanni, nubile, domiciliata in Alessandria vera proprietaria della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0, cioè: n. 616,510 d'inscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 15, al nome di D'Avos Vincenzo fu Vincenzo, vincolata d'usufrutto vitalizio congiuntivo a favore di D'Avos *Maria Filomena* e *Maria Concetta* fu Vincenzo, fu così vincolata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece vincolarsi a D'Avos *Teresa* e *Concetta* fu Vincenzo, vere usufruttuarie della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta annotazione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0 cioè: n. 616,512 d'iscrizione sui registri della Direzione generale, per L. 15, al nome di D'Avos Michelina fu Vincenzo, vincolata d'usufrutto vitalizio congiuntivo a favore di D'Avos *Maria Filomena* e *Maria Concetta* fu Vincenzo, fu così vincolata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece vincolarsi a D'Avos *Teresa* e *Concetta* fu Vincenzo, vere usufruttuarie della rendita stessa.

A' termini dell'art. 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale si procederà alla rettifica di detta annotazione nel modo richiesto.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

RETTIFICA D'INTESTAZIONE (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 0[0 cioè: n. 616,513 d'inscrizione sui registri della Direzione generale per L. 15, al nome di D'Avos Maria Giuseppina fu Vincenzo vincolata d'usufrutto vitalizio congiuntivo a favore delle signore D'Avos *Maria Filomena* e *Maria Concetta* fu Vincenzo, fu così vincolata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, mentrechè doveva invece vincolarsi a D'Avos *Teresa* e *Concetta* fu Vincenzo, vere usufruttuarie della rendita stessa.

A' termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non sieno state notificate opposizioni a questa Direzione generale, si procederà alla rettifica di detta annotazione nel modo richiesto.

Roma, li 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

Il sig. Culiolo Euclide fu Luca, ha denunziato lo smarrimento della ricevuta, n. 15 d'ordine, stata rilasciata dalla succursale della Banca d'Italia di Taranto, in data 3 gennaio 1907, in seguito alla presentazione delle seguenti cartelle consolidato 5 0[0, con godimento dal 1° gennaio 1907, presentate per la sostituzione

coi corrispondenti titoli del consolidato 3.75 - 3.50 0[0, ai sensi della legge di conversione 29 giugno 1906, n. 262:

Numero 28,655 di L. 25
» 50,390 » » 100
» 50,391 » » 100
» 50,392 » » 100
» 10,615 » » 500

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati al signor Culiolo Euclide fu Luca, i nuovi titoli provenienti dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

La signora Monteverde Adelina fu Lorenzo, moglie di Giacomo Torre, ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 1399 d'ordine, stata rilasciata dalla sede della Banca d'Italia di Genova, in data 22 gennaio 1907, in seguito alla presentazione delle seguenti cartelle consolidato 5 0[0, con godimento dal 1° gennaio 1907, presentate per la sostituzione coi corrispondenti titoli del consolidato 3,75 - 3,50 0[0 ai sensi della legge di conversione 29 giugno, 1906, n. 262:

N. 336,117 di L. 50	N. 53,357 di L. 200
» 363,742 » » 50	» 52,183 » » 500
» 365,150 » » 50	» 3,538 » » 1000
» 365,151 » » 50	» 3,666 » » 1000
» 376,262 » » 50	» 41,024 » » 1000
» 542,744 » » 50	» 52,713 » » 1000

A' termini dell'articolo 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizione, saranno consegnati alla signora Monteverde Adelina fu Lorenzo moglie di Giacomo Torre i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (1ª *pubblicazione*).

Il signor Stoppani Giov. Maria di Luigi ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 90 ordinale, n. 800 di protocollo e n. 2885 di posizione, statagli rilasciata dall'Intendenza di finanza di Como in data 8 agosto 1904, in seguito alla presentazione di 4 assegni provvisori della rendita complessiva di L. 6.18, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° luglio 1876.

A' termini dell'art. 334 del regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, sarà consegnato al signor Stoppani predetto il nuovo titolo proveniente dalla eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

AVVISO PER SMARRIMENTO DI RICEVUTA (3ª *pubblicazione*).

La signora Leonardi Cesarina fu Luigi, maritata [illegible], ha denunziato lo smarrimento della ricevuta n. 241 ordinale, n. 170 di protocollo e n. 519 di posizione, stata rilasciata dall'Intendenza di finanza di Macerata, in data 24 settembre 1906, in seguito alla presentazione di certificato della rendita di L. 710, consolidato 5 0[0, con decorrenza dal 1° luglio 1906.

Ai termini dell'art. 334 del vigente regolamento sul Debito pubblico, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione del presente avviso, senza che siano intervenute opposizioni, saranno consegnati alla signora predetta Leonardi Cesarina, i nuovi titoli provenienti dall'eseguita operazione, senza obbligo di restituzione della predetta ricevuta, la quale rimarrà di nessun valore.

Roma, il 20 febbraio 1907.

Il direttore generale
MANCIOLI.

Direzione generale del tesoro (*Divisione portafoglio*).

Il prezzo medio del cambio pei certificati di pagamento dei dazi doganali d'importazione è fissato per oggi, 21 febbraio, in lire 100.03.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, IND. E COMMERCIO

Ispettorato generale dell'industria e del commercio

Media dei corsi dei consolidati negoziati a contanti nelle varie Borse del Regno, determinata d'accordo fra il Ministero d'agricoltura, industria e commercio e il Ministero del tesoro (*Divisione portafoglio*).

20 febbraio 1907.

CONSOLIDATI	Con godimento in corso	Senza cedola	Al netto degl' interessi maturati a tutt'oggi
3 3/4 % *netto*.	102 73 44	100.86 44	102.20 76
3 1/2 % *netto*.	101.70 55	99.95 55	101.21 28
3 % *lordo*....	72.00 55	70.80 55	71.06 31

Parte non Ufficiale

PARLAMENTO NAZIONALE

CAMERA DEI DEPUTATI

RESOCONTO SOMMARIO — Mercoledì, 20 febbraio 1907

Presidenza del presidente MARCORA.

La seduta comincia alle ore 14.5.

SCALINI, segretario, legge il processo verbale della seduta di ieri, che è approvato.

PRESIDENTE. Hanno chiesto congedi i deputati: Gesualdo Libertini, Gregorio Valli, Giardina, Villa e Abbruzzese.

(Sono conceduti).

Comunica un telegramma esprimente i ringraziamenti del sindaco di Pietrasanta per le onoranze rese alla memoria di Giosuè Carducci.

Aggiunge di aver ricevuto verbalmente i ringraziamenti della vedova e della famiglia Carducci e del sindaco di Bologna.

Giuramento.

AUBRY, giura.

Interrogazioni.

AUBRY, sottosegretario di Stato per la marina, risponde all'onorevole Pala, che, essendosi da breve tempo ammessi in pianta stabile e ad aspirare ai posti di applicato i commessi delle capitanerie di porto, non ritiene urgente prendere a loro favore ulteriori provvedimenti.

PALA non crede che si sia fatto abbastanza per una classe benemerita e si riserva di ritornare sull'argomento in sede di bilancio.

FACTA, sottosegretario di Stato per l'interno, rispondendo all'on. d'Alife, indica i provvedimenti immediati presi per riparare ai danni sofferti da Cariati, aggiungendo che attende una relazione del prefetto per adottare provvedimenti definitivi.

DARI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, aggiunge che fu presentato a quest'uopo un disegno di legge.

D'ALIFE considera inadeguate le opere eseguite e non ha fiducia che i lavori disposti abbiano pronta esecuzione. Invoca quindi l'attuazione sollecita della legge sulle Calabrie.

DARI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, risponde all'on. Mazziotti che non è per nulla intendimento del Governo di escludere dai benefici, concessi dalla legge sul Mezzogiorno a pro' dei Comuni isolati, i Comuni congiunti alla rete stradale da vie mulattiere, ma che la convenienza delle strade verrà considerata caso per caso.

MAZZIOTTI prende atto della rassicurazione datagli, confidando che la legge verrà applicata con larghezza di concetti.

POZZO, sottosegretario di Stato per le finanze, conviene con gli onorevoli Mazziotti e Alfonso Lucifero che, per gli effetti delle leggi sul Mezzogiorno, sulla Calabria e sulla Basilicata, le ditte collettive non possono essere considerate come un unico contribuente, e dichiara altresì che verranno date disposizioni perchè si abbia riguardo alla quota individuale d'ogni componente la partita catastale.

MAZZIOTTI e ALFONSO LUCIFERO si dichiarano soddisfatti, raccomandando che le disposizioni annunciate abbiano immediata attuazione.

DARI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, assicura l'on. Giunti che entro il mese sarà approvato il progetto definitivo del primo tronco della ferrovia Castrovillari-Lagonegro, e che entro l'anno sarà data in appalto anche la costruzione del secondo.

GIUNTI prende atto.

DARI, sottosegretario di Stato per i lavori pubblici, rispondendo all'on. Chiesa, dichiara che la momentanea sospensione dell'accettazione ferroviaria dei marmi diretti a Livorno, fu determinata dalla limitata potenzialità dei binari; assicurando che tale potenzialità verrà accresciuta.

CHIESA ritiene che altre siano le cause degli ingombri che si manifestano a Livorno.

DARI, sotto segretario di Stato per i lavori pubblici, assicura l'on. Brunialti che non sussiste sia stata assegnata in questi giorni agli ispettori compartimentali o ad altri impiegati superiori delle strade ferrate una gratificazione straordinaria.

BRUNIALTI osserva che l'anno scorso gli ispettori con le laute gratificazioni, ricevettero una retribuzione annua di lire 21 mila, non rispondente ai servizi che essi rendono allo Stato.

Approvazione del disegno di legge per la erezione in Roma di un monumento a Giosuè Carducci.

SCALINI, segretario, ne dà lettura.

« Sarà eretto in Roma un monumento a Giosuè Carducci.

« A tale effetto è stanziato un primo fondo di lire centomila nel bilancio del tesoro per l'esercizio 1906-907 ».

(È approvato).

PRESIDENTE comunica un telegramma col quale il sindaco di Bologna ringrazia la Camera di avere abbandonata la mozione per tumulare il poeta in Santa Croce.

Seguito della discussione del bilancio di agricoltura, industria e commercio.

LOERO, considerando l'alta importanza dell'allevamento del bestiame, esorta il Governo ad incoraggiare e sussidiare efficacemente le Associazioni di mutua assicurazione del bestiame e lo prega di presentare un disegno di legge sui riproduttori bovini (Bene).

ABIGNENTE lamenta la oscurità in cui sono tenuti gl'interessati, di tutti gli atti che concernono i beni demaniali; chiedendo che sia ripresa la pubblicazione del Bollettino, ordinata con rescritto del 1867.

Invoca poi due leggi distinte per gli usi civici della provincia romana e per gli usi civici del Mezzogiorno, che hanno origini storiche e natura giuridica assolutamente diverse (Vive approvazioni).

DAGOSTO augura in avvenire maggiori stanziamenti per il bilancio dell'agricoltura a cui si collegano i più vitali interessi del paese. Intanto lamenta che la legge per la Basilicata sia rimasta del tutto ineseguita per ciò che ha tratto al credito agrario, al rimboschimento e alle frane le quali ogni giorno producono e minacciano grandi rovine.

Invita il ministro a diffondere in Basilicata l'istruzione agraria; non già, però, localizzando l'istruzione medesima con cattedre e scuole, ma con un'attiva propaganda dimostrativa, con campi sperimentali e via dicendo. Raccomanda infine un'applicazione reale e sollecita della legge per la Basilicata (Bene — Bravo).

MONTI-GUARNIERI si unisce alle considerazioni dell'on. Colesia nel senso di proteggere, ma non di facilitare l'emigrazione, poichè altrimenti verrà presto il giorno in cui mancheranno del tutto all'agricoltura quelle braccia lavoratrici che già sono scarse in molte regioni d'Italia (Commenti).

Segnala al ministro la necessità di istituire il credito agrario nelle Marche, mantenendo le ripetute promesse del Governo, e integrando con opportuno ed effettivo concorso dello Stato l'azione delle locali Casse di risparmio.

Rileva che il dicastero dell'agricoltura, industria e commercio non funziona (Commenti) perchè ci sono interi servizi che non hanno impiegati: onde bisogna proporzionare l'entità sempre crescente dei servizi medesimi col numero derisorio dei funzionari che vi sono addetti (Bene).

Invita il ministro a provvedere con energia. (Approvazioni — Congratulazioni).

DI SCALEA rileva l'importanza della piscicoltura, richiamando l'attenzione del ministro sull'opportunità di sviluppare il sentimento di solidarietà nelle classi che si dedicano all'industria della pesca.

Raccomanda di compilare in maniera più pratica le disposizioni per costituire le cooperative di pescatori e si unisce all'on. Monti Guarnieri nel chiedere che il servizio della pesca nel Ministero dell'agricoltura, industria e commercio, sia messo in condizione di funzionare.

Raccomanda il ripopolamento delle acque dolci e lo studio della fauna delle acque marine; lamentando che oggi non si possa fare efficacemente nè l'una cosa nè l'altra per mancanza assoluta dei mezzi occorrenti.

Raccomanda altresì una razionale ed efficace vigilanza sulla industria e sui metodi [illegible] la distruzione della specie, [illegible] del mare. Accenna in particolar modo ai pescatori di spugne e di corallo.

Esorta quindi il ministro ad incoraggiare largamente le cooperative e le altre associazioni di pescatori. E lo esorta pure a presenta e alla Camera il disegno di legge studiato e preparato dal Consiglio della pesca. Lo esorta infine a far sì che siano migliorate le condizioni dei trasporti per quanto riguarda i prodotti della pesca, e siano ridotte le relative tariffe.

Conclude affermando che il mare deve essere la precipua fonte di ricchezza per il nostro paese (Vive approvazioni).

FARINET FRANCESCO giudica inadeguati gli stanziamenti del bilancio. Lamenta il fiscalismo eccessivo, che opprime le provvide energie ed iniziative nazionali. Ciò nondimeno, non invoca sgravi insufficienti ed inconcludenti; invoca, invece i più larghi incoraggiamenti all'economia del paese.

Non approva però i premi, o inutili o superflui, per dissodamenti, diboscamenti e nuove colture: li vorrebbe trasformati in sussidi fissi e graduali. Crede doveroso migliorare la carriera e gli stipendi degli ufficiali forestali, che vorrebbe equiparati a quelli di finanza.

Vorrebbe maggiormente tutelata ed incoraggiata l'utilizzazione delle forze idrauliche nell'industria.

E raccomanda di promuovere, con studi, con premi e con agevolezze fiscali, l'elettrotecnica, e la metallurgica.

Invoca poi la riforma della legge sui piccoli fallimenti, che nella pratica non ha fatto buona prova.

Afferma la necessità di disciplinare legislativamente il commercio avventizio.

Crede questi concetti degni dell'attenzione del ministro (Approvazioni — Congratulazioni).

NUVOLONI lamenta l'insufficienza degli stanziamenti destinati a combattere le malattie parassitarie dell'olivo. Segnalando la grande importanza raggiunta dalla floricoltura nella nostra esportazione, chiede agevolazioni di trasporti e di tariffe.

Afferma l'obbligo dello Stato di incoraggiare e promuovere la piccola proprietà, esonerando i minimi proprietari dall'imposta fondiaria; così come si sono esonerati i redditi minimi da quella di ricchezza mobile, e applicando più largamente o razionalmente l'esonero delle abitazioni rurali.

Infine esorta il ministro a studiare e a risolvere il problema del credito agrario per la Liguria, le cui condizioni, nella parte montuosa, sono tutt'altro che floride. Ricorda un ordine del giorno da lui proposto ed approvato dalla Camera, ed attende in proposito precise dichiarazioni (Bene! Bravo!).

OTTAVI si intrattiene egli pure sulla necessità di combattere energicamente le malattie dell'olivo; ed accennando al rimedio che la scienza italiana ha trovato contro la mosca olearia, raccomanda al Governo di continuare gli esperimenti per far sì che l'uso di questo rimedio risulti il meno costoso, e quindi il più diffuso possibile.

Si duole perciò che lo stanziamento relativo non sia adeguato al bisogno. Confida che il ministro vorrà prendere in considerazione le condizioni degli enotecnici e dei custodi di vivai americani, accogliendo le loro modeste ed eque domande.

Lamenta poi che la legge contro le frodi dei vini sia rimasta lettera morta, con grave danno dei nostri viniccultori.

Assicura il ministro che si renderà veramente benemerito del paese, se curerà la energica e rigorosa esecuzione di questa legge, e farà sì che i frodatori non vadano più oltre impuniti (Benissimo!).

MARAINI EMILIO rilevando l'incremento della produzione e del commercio del paese, espone la necessità di raddoppiare gli sforzi per conseguire più vistosi progressi, specie per il Mezzogiorno o per le isole, in cui è scarso o sporadico. A dimostrare quanto cammino sia ancora da percorrere, cita dati e cifre da cui si rileva che la nostra esportazione agraria arriva ai 514 milioni, rimanendo inferiore all'importazione che è di 525 milioni.

Così in undici mesi del 1906 l'Italia ha importato 265 milioni di cereali e 81 milioni di legname. Anche per la produzione industriale, che ha progredito, c'è molto da fare; poichè, se le cifre dei nostri scambi coll'estero si avvicinano al quattro miliardi, quelli del Belgio salgono a cinque e mezzo, della Svizzera a due e mezzo, della Francia a più di nove, dell'Olanda a dieci, della Germania a sedici e dell'Inghilterra a venticinque.

Ma un grande sviluppo di scambi internazionali l'Italia non può ottenere che dallo svolgimento della produzione agraria, che deve consistere nel perfezionamento di alcune (per esempio: il vino), nell'allargamento e perfezionamento di altre (olii, agrumi, bestiame, bozzoli), nell'intensificazione di già esistenti (tabacco frutta), nella introduzione di nuove (cotone, piante per tintoria).

Riferisce, riguardo alla coltura dei bozzoli, che nel 1858 l'antico Regno di Napoli continentale esportava per 30 milioni, deducendone come quella industria, oggi del tutto scomparsa, potrebbe rivivere in quelle feraci regioni. Allarga brevemente la questione alla sericoltura italiana, e propone una statistica del raccolto della seta o di facilitare il credito coi *warrants* della seta, o ancora la riduzione del bollo sulle tratte sull'estero, emesse per tutti i prodotti agricoli.

Entra quindi a parlare del fenomeno dell'emigrazione, che meriterebbe di formare oggetto di inchiesta parlamentare, e ritiene che, quando la produzione nazionale, soprattutto l'agraria, avrà raggiunto l'estensione e l'intensificazione di cui è capace il suolo della nostra terra, non vi saranno più italiani emigranti.

Invoca pertanto un'azione efficace dello Stato, che dovrà essere tanto più intensa in ragione delle condizioni economiche e sociali delle regioni, nelle quali esso deve maggiormente esercitarsi per eliminare ostacoli, garantire, illuminare, educare, istruire anche con l'esempio, premiare e anco integrare le deficienze della privata iniziativa.

L'importanza del Ministero dell'agricoltura non trova adeguata corrispondenza nelle cifre del bilancio, che da 13 milioni si assottigliano a dieci, se vi si tolgono le pensioni, gli stipendi e simili.

È favorevole alla istituzione di un Ministero speciale per l'agricoltura, soprattutto ora, quando, per la rapidità dei trasporti, i mercati italiani, sono colpiti da concorrenze, che pochi anni or sono non si sarebbero neppure sognate.

L'oratore cita le principali, fra cui l'olio d'olivo di Tunisia, il vino di Algeria, i vini greci, turchi e spagnuoli, le sete asiatiche, la frutta secca e fresca dell'America e dell'Australia, e perfino la carne macellata dell'Argentina.

Rilevando infine la grande utilità delle cattedre di agricoltura, per le quali vorrebbe accrescere gli stanziamenti del bilancio, passa alla parte che riguarda il commercio e l'industria, le cui cifre trova esigue in confronto dei bisogni.

Raccomanda un radicale riordinamento del Consiglio del commercio e dell'industria e della direzione di statistica. Quel Consiglio, creato dal Minghetti e da Luigi Luzzatti non si riunisce quasi mai, mentre, se fosse rinsanguato, facendo più larga parte agli elementi elettivi, dovrebbe essere il vero eccitatore dell'attività industriale e commerciale della nazione, onde corrispondere al suo altissimo mandato.

Infine parla dell'ufficio di informazioni e del Bollettino delle società per azioni, che non rispondono al loro ufficio, e che egli crede meglio servirebbero se affidati alle Camere di commercio (Vive approvazioni e congralulazioni).

Presentazione di relazioni e disegni di legge.

ROSSI TEOFILO presenta la relazione sulla proposta di legge per una tombola telegrafica a favore dell'ospedale di Correggio.

TITTONI, ministro degli affari esteri, presenta i seguenti disegni di legge:

Fondo dell'emigrazione: bilancio pel 1907-908;

Assestamento pel bilancio 1906-907;

Eccedenze d'impegni 1905-906.

MASSIMINI, ministro delle finanze, presenta un disegno di legge per diminuzione del dazio doganale sul petrolio (Bene — Bravo).

FRANCHETTI, presenta la relazione sulla proposta di legge per una tombola telegrafica a favore dell'ospedale di Città di Castello.

Interrogazioni, interpellanze e mozione.

VISOCCHI, segretario, ne dà lettura.

« Il sottoscritto chiede d'interrogare i ministri della pubblica istruzione, del tesoro e dell'interno per sapere in qual modo intendano provvedere al R. educatorio di Santa Caterina in Montalcino (provincia di Siena), che, al seguito della legge sulla conversione della rendita pubblica, vede irreparabilmente compromessa la sua esistenza; nonchè in qual modo e con quali misure intendano provvedere alle sorti di tutte le opere pie ed enti morali, i quali possano dimostrare che la legge surriferita li ha posti nell'assoluta impossibilità di rispondere, come risposero fino ad oggi, agli scopi ed intenti delle rispettive tavole di fondazione.

« Pilacci ».

« Il sottoscritto interroga il ministro di grazia e giustizia per sapere quali provvedimenti intenda prendere innanzi ai successivi e replicati vuoti verificatisi nella cancellleria del tribunale di Trani.

« Malcangi ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare il ministro della guerra per sapere se, in considerazione del continuo, crescente sviluppo dei vari, delicati ed importanti servizi tecnici affidati alla brigata ferrovieri del Genio ed in vista della necessità di un sicuro, regolare ed efficace funzionamento (in caso di mobilitazione) degli organi della brigata stessa, non creda opportuno di trasformarla in reggimento.

« Di Saluzzo ».

« Il sottoscritto chiede d'interrogare l'onorevole ministro dell'istruzione pubblica sulle cause dei ritardi inconcepibili ed inumani nella liquidazione delle pensioni ai vecchi maestri ed alle vedove dei maestri.

« Romussi ».

« I sottoscritti chiedono d'interrogare l'onorevole ministro dell'istruzione pubblica sulle ragioni che lo indussero a ritardare lo accoglimento del voto della Facoltà di lettere di Torino di aprire il concorso per la cattedra di letteratura francese.

« Ciartoso, Faelli ».

« Il sottoscritto chiede di interpellare il ministro delle finanze sui risultati dell'inchiesta sulle gabelle.

« Manna ».

« Il sottoscritto chiede di interpellare i ministri delle finanze, dei lavori pubblici, e di agricoltura, industria e commercio, sul ritardo onde si esegue la legge della Calabria, anche nella parte d'immediata attuazione.

« Squitti ».

« Il sottoscritto interpella gli onorevoli ministri degli affari esteri e della marina, per sapere se intendano, con apposito progetto di legge, provvedere alle necessarie riforme del servizio dell'emigrazione e specialmente a risolvere il conflitto manifestatosi tra il commissariato di emigrazione e le capitanerie di porto.

« Celesia ».

« La Camera, mentre si compie la elaborazione legislativa dei progetti di riforma giudiziaria, e in considerazione delle molteplici incalzanti domande di nuove spese, invita il Governo a tener ferme, nelle previsioni finanziarie per il triennio, gli stanziamenti destinati al miglioramento economico dei magistrati.

« Barzilai, Mirabelli, Luciani, Aroldi, De Marinis, Talamo, Sinibaldi, Gallini, Costa, Fazi ».

PRESIDENTE annunzia una proposta di legge del deputato Vallone.

La seduta termina alle ore 18.15.

DIARIO ESTERO

La stampa tedesca commenta il discorso di Guglielmo II per l'inaugurazione della 12ª legislatura del Reichstag, e generalmente si dimostra molto favorevole.

La *Staatsbuerger Zeitung* rileva il passo in cui si afferma il dovere di procedere ad un'opera legislativa sociale. Approva la distinzione fra socialismo ed operai, che non sono responsabili degli errori commessi dai capi socialisti.

La *Deutsche Tages Zeitung* scrive che in generale il discorso del trono soddisfa più dei precedenti. Esso è penetrato da un vivo spirito nazionale. Sembra che il Sovrano ed il popolo si siano maggiormente avvicinati.

La *Taegliche Rundschau* dice che il tono del discorso della Corona dimostra la profonda soddisfazione dell'Imperatore dopo il ravvedimento potente del 13 dicembre, soddisfazione che è sempre viva anche nel cuore del popolo. Si attende qualche cosa di grande da questo Reichstag ringiovanito nel sentimento nazionale. L'Imperatore, con tutti gli uomini onesti del paese, conosce bene il motivo pel quale, in termini espressivi, ha dato alla rappresentanza nazionale l'avvertimento che è sacro dovere riparare a ciò che fece l'antico Reichstag; essa deve tutelare, cioè, fedelmente e fortemente, senza meschino spirito di partito, l'onore e il bene della nazione.

La *National Zeitung* rileva il tono lieto e fiducioso del discorso del trono. L'osservanza della Costituzione dell'Impero da parte dell'Imperatore è in piena armonia col brano del discorso in cui si ricorda che la rappresentanza nazionale ha il dovere di mantenere all'Impero la sua situazione politica mondiale.

Nella sua prima seduta il Reichstag ha proceduto all'elezione del suo presidente nella persona del deputato dottor Stolberg. Con questa elezione i conservatori riconquistano la Presidenza del Reichstag che era infeudata al Centro dal 1903 ed il partito clericale resta per la prima volta escluso, a datare dal 1890, anche dagli uffici della presidenza, imperocchè furono nominati vice presidenti Paasche, che è del partito nazionale liberale ed era in predicato per la presidenza, e Kaempf progressista.

* * *

Da tutti i telegrammi che recano i risultati parziali delle elezioni russe alla Duma non è ancora possibile di farsi un criterio esatto del risultato definitivo, tanto più che le classificazioni dei partiti aumentano tutti i giorni.

Un giudizio finora comprensibile di queste elezioni lo troviamo nel *Journal* e può così riassumersi: Pare che la seconda Duma possa sfuggire allo scioglimento soltanto nel caso in cui i costituzionali-democratici (cadetti) riescano, attirandosi un certo numero di elementi ragionevoli degli altri gruppi, a costituire un centro sinistro abbastanza formidabile per contenere simultaneamente i fanatici della rivoluzione e quelli della reazione. Le violenze spontanee o premeditate dei partiti estremi costituiscono il pericolo supremo che minaccia la seconda Duma e però il popolo russo.

Il *Riec* reca che in massima è deciso il ritiro di Stolypine. Suo successore sarebbe Kokovzeff che conserverebbe il portafoglio delle finanze.

* * *

I prodromi per la conferenza dell'Aja proseguono at-

tivamente per opera specialmente del delegato russo De Martens che ora si trova all'Aja.

Egli ebbe un'intervista nella quale ha dichiarato di credere che l'apertura della conferenza della pace potrebbe aver luogo nei primi giorni di giugno. La seduta inaugurale sarà probabilmente presieduta da Nelidow, ambasciatore russo a Parigi, in qualità di primo delegato russo. Le sedute della Conferenza avranno luogo a porte chiuse.

De Martens ha detto che avrà un nuovo colloquio col ministro degli esteri olandese. Ha aggiunto di essere molto soddisfatto dell'amichevole accoglienza avuto dalla Regina e dai membri della famiglia Reale.

Ha dichiarato poi che la voce sparsa da un giornale di Bruxelles, secondo il quale la Germania vorrebbe esclusa dal programma della Conferenza la questione della limitazione degli armamenti, è destituita di fondamento. Nessuna potenza potrebbe rifiutare che questa questione fosse portata in discussione.

De Martens terminando ha detto che l'Inghilterra e gli Stati Uniti avrebbero l'intenzione di proporre alla Conferenza la questione della limitazione degli armamenti.

Il delegato russo De Martens sarà probabilmente a Roma sabato 23.

***

Come era facile prevedere il nuovo trattato per l'emigrazione asiatica negli Stati Uniti del Nord ha sollevato le proteste dei giapponesi residenti nelle isole Hawai. Un telegramma da New-York così riferisce la notizia:

« Dopo una riunione tenuta iersera, un certo numero di giapponesi stabiliti alle isole Hawai hanno inviato al presidente Roosevelt un telegramma di protesta contro il divieto dell'immigrazione giapponese negli Stati Uniti, dicendo che questa misura li rende per sempre schiavi dei capitalisti delle Hawai ».

Un altro telegramma è stato da essi inviato al ministro degli esteri del Giappone, cui si dice che i giapponesi delle Hawai sono fermamente avversi al divieto della immigrazione giapponese agli Stati Uniti, divieto incompatibile con la dignità dell'impero giapponese e rovinoso per gli interessi dei giapponesi delle Hawai.

Telegrafano da Honolulu che è stata segnalata la squadra giapponese.

***

Il gran dissidio delle repubbliche dell'America Centrale, di Honduras e Nicaragua si è chiuso abbastanza felicemente ed anche alquanto comicamente stando a queste notizie che giungono da New-York:

« La comica guerra tra le due repubblichette dell'America Centrale, Honduras e Nicaragua, è cominciata e finita. Telegrammi dal Nicaragua annunziano che le truppe del generale Bonilla, presidente dell'Honduras, hanno attaccatto le forze del generele Zelaya, presidente del Nicaragua, che sorvegliavano la frontiera. Dopo un combattimento, durato sette ore, l'esercito dell'Honduras è stato sconfitto.

Hanno preso parte al combattimento 47 generali. Secondo un dispaccio ufficioso i morti d'ambo le parti sarebbero 16 e i feriti 40.

I nicaraguani dicono che l'Honduras non è più in grado di riprendere l'offensiva ».

NOTIZIE VARIE

ITALIA.

In Campidoglio. — Il Consiglio comunale di Roma, riunitosi ieri sera in seduta pubblica, sotto la presidenza del sindaco, dopo l'invio di condoglianze al consigliere Acciaresi per la morte della madre, e l'approvazione di alcune proposte d'ordine secondario, procedette nella discussione del bilancio, riprendendola al capitolo « Nettezza urbana ». Dopo varie raccomandazioni inerenti a questioni edilizie, alla fondazione di una scuola maschile, alla manutenzione del porto di Anzio, ecc. il Consiglio si riunì in seduta segreta.

Per l'assistenza e la beneficenza pubblica. — Il Consiglio superiore di assistenza e beneficenza pubblica, riunitosi ieri sera sotto la presidenza dell'onorevole senatore Astengo, ha dato parere favorevole sugli statuti delle Congregazioni di carità di Roccanova, San Severino Lucano, Vibonati, Portomaggiore, Gambettola, Varese Ligure e Villanova del Battista e delle opere pie Piani di Nognano, Brisighella; asilo infantile di Sarigo di Vaccano; ospizio del Moncenisio di Ferrero Cenisio; dotalizio Burzis e Stuardi di Poirino; arciconfraternita di Santa Caterina da Siena in Roma; ospedale di Casale Monferrato; ospedale di Boscomarengo; ospedale di Castelfidardo.

Concorso ippico nazionale. — Per il concorso ippico nazionale che si terrà prossimamente in Roma e pel quale è stato concesso il ribasso del 75 0|0 sulle ferrovie, vennero costituiti due Comitati; uno d'onore composto delle più alte e spiccate individualità del giorno; l'altro ordinativo. Questo è così composto: Presidenti: principe Pietro Lanza di Scalea, deputato al Parlamento; generale Luigi comm. Berta, ispettore della cavalleria — Membri: S. E. Camillo Barrère, ambasciatore di Francia — marchese Carlo Di Rudinì, deputato al Parlamento — conte Lützow de Henri, ambasciatore d'Austria-Ungheria — principe Alberto Giovanelli — conte Felice cav. Schneibler — marchese Giorgio Guglielmi — nobile Romeo Gallenga Stuart — principe Prospero Colonna, senatore del Regno — generale Fecia di Cossato nobile Luigi — generale Achille Mazzitelli — nobile comm. Luigi Corner — barone Gino di Morpurgo — conte Emanuele Prinetti Castelletti — duca Giulio Grazioli Lante — marchese Casati Stampa di Soncino Camillo — principe Giovanni Torlonia — conte Giuseppe Sonni — principe Enzo Odescalchi — marchese Giacomo Marignoli — generale Fortunato d'Ottone, direttore generale del Ministero della guerra — Segretario: cav. uff. Gino Ravà.

Associazione della stampa. — Domani sera, alle ore 21,30, nella grande sala dell'Associazione della stampa, S. E. Tancredi Canonico, presidente del Senato, terrà una conferenza dal titolo: « Ricordi e versi giovanili del 1848 ».

Ferrovie dello Stato. — *Nel compartimento di Genova.* — La direzione generale delle ferrovie di Stato comunica:

« È del tutto insussistente la voce riportata da qualche giornale della capitale, riguardante la rimozione del comm. Capello dal posto di capo del compartimento di Genova delle ferrovie dello Stato ».

Esplorazione scientifica commerciale. — Domenica scorsa, a Firenze, si tenne, dall'Associazione internazionale per l'esplorazione dell'Asia centrale e dell'Estremo Oriente, una riunione presieduta dall'on. senatore Paolo Mantegazza.

Si presero i definitivi accordi pel viaggio, che il dott. Giovanni Vacca, per incarico di questo Comitato, sta per intraprendere nella Cina occidentale. Egli partirà ai primi di marzo, e si propone di restarvi un anno e mezzo per ricerche scientifiche e commerciali.

Il Comitato italiano dell'Associazione, che si propone di favorire e coordinare studi ed esplorazioni sotto i punti di vista storico,

archeologico, linguistico ed etnografico dell'Asia, ha sede nella scuola orientale della R. Università di Roma. Il Comitato centrale ha sede a Pietroburgo, sotto la presidenza dell'illustre orientalista prof. Radloff.

Servizio telefonico. — Le comunicazioni telefoniche tra Roma e Parigi, Torino, Genova, Milano, Venezia, Firenze, Bologna, Ancona sono da stamane interrotte.

Beneficenza. — A Brindisi moriva giorni fa certo Salvatore Pasqua che col lavoro dei campi era riuscito a diventare agiato senza mai dimenticare i suoi antichi compagni di lavoro e il popolo fra cui era nato.

Nel suo testamento dispose di oltre centomila lire per la Congregazione di carità, di Brindisi.

Movimento commerciale. — Il giorno 19, furono caricati: a Genova, 1051 carri, dei quali 458 di carbone pel commercio. A Venezia, 338 carri, dei quali 109 di carbone pel commercio. A Savona, 173 carri, dei quali 69 di carbone pel commercio.

ESTERO.

Onoranze a Federico Mistral. — L'*Association internationale de la Presse*, con sede a Parigi, presieduta dal noto pubblicista Paul Vivien, ha preso l'iniziativa di speciali festeggiamenti per onorare il grande poeta provenzale Federico Mistral, l'autore del celebre poema *Mirëio*, tradotto in tutte le lingue europee e per il quale gli fu assegnato il premio Nöbel.

I festeggiamenti avranno luogo il 17 marzo a Saint Raphael (Var), dimora del Mistral; gli sarà offerto, per sottoscrizione pubblica internazionale, un ritratto a grandezza naturale in ricamo a punta d'ago, eseguito dalla ricamatrice sig.ra Anaïs Favre, di Lione, che nell'Esposizione universale di Parigi del 1900 meritò il gran premio d'onore. Questo ritratto, secondo il desiderio dello stesso Mistral, sarà poi posto nel museo di Arles, con accanto una lapide in marmo, sulla quale saranno incisi i nomi dei sottoscrittori.

L'*Association internationale de la Presse* ha nominato un Comitato esecutivo, presieduto da Jean Richepin, l'illustre scrittore e romanziere. Esso si occupa a preparare tutte le feste, alle quali saranno invitati scrittori e letterati francesi ed italiani e le principali associazioni letterarie e di stampa d'Europa.

TELEGRAMMI

(Agenzia Stefani)

MADRID, 20. — I giornali confermano il naufragio dell'incrociatore francese *Jean Bart* a Punta Gacha, fra Cabo Blanco e Rio Oro sulla costa dell'Atlantico.

L'incrociatore sarebbe completamente perduto; l'equipaggio è salvo.

PARIGI, 20. — Il ministro rumeno degli affari esteri, Lahovary, che aveva subito ieri un'operazione all'addome, è morto stamani.

BREST, 20. — Gli incrociatori *Admiral Aube* e *La Gloire* si preparano a partire per la baia di Arguin, ove si è arenato l'incrociatore *Jean Bart*.

BERLINO, 20 — *Reichstag*. — Si procede all'elezione del presidente.

Viene eletto il conte Udo Stolberg, con 214 voti su 383 votanti.

Spahn ha avuto voti 164, Paasche 4 e Hertling 1.

Il conte Stolberg ha accettato la presidenza.

Paasche, nazionale liberale, viene eletto primo vice presidente con 209 voti sopra 382 votanti. Vi sono state 167 schede bianche e sei voti dispersi.

Kaempf, del partito del popolo, liberale, viene eletto secondo vice presidente.

Dopo l'elezione dell'Ufficio di presidenza, la seduta è tolta ed è rinviata a lunedì.

BRUXELLES, 20. — Una terribile tempesta di sud-ovest accompagnata da un violento uragano e da pioggia ha imperversato la notte scorsa su tutto il territorio belga, cagionando ovunque gravi danni materiali. Il grande cimitero di Bruxelles è stato gravemente danneggiato.

Le comunicazioni telefoniche e telegrafiche subiscono gravi ritardi.

BELGRADO, 20. — *Scupstina*. — Si respinge con 84 voti contro 47 una mozione dei giovani radicali che esprime sfiducia nel Governo per la condotta della polizia. L'opposizione dopo il voto abbandona l'aula.

Si decide quindi con 84 voti contro 1 di passare all'ordine del giorno come dimostrazione di fiducia nel Ministero dell'interno.

Domani si discuteranno i trattati di commercio conclusi tra la Serbia e la Francia, l'Italia e la Rumania.

PARIGI, 20. — Il presidente della Camera, Brisson, ha dato stasera un pranzo in onore del Corpo diplomatico. Brisson aveva a destra la contessa Tornielli, a sinistra la principessa Radolin e di fronte il conte Tornielli.

TANGERI, 20. — Il corpo diplomatico si è riunito oggi sotto la presidenza del decano per regolare i piccoli dettagli che la conferenza di Algesiras ha lasciato sospesi.

LONDRA, 20. — *Camera dei comuni*. — Si riprende la discussione dell'indirizzo di risposta al discorso del Trono. Si svolge l'emendamento relativo alla riforma fiscale.

Balfour parla sulle tariffe doganali preferenziali per le colonie.

Balfour domanda che il Governo tratti la questione dei dazi doganali preferenziali nella prossima conferenza coloniale.

VIENNA, 20. — Nel pomeriggio, alla presenza dell'Imperatore Francesco Giuseppe, degli arciduchi, dei membri della famiglia Coburgo e dei rappresentanti di quasi tutti i Sovrani di Europa, di numerose deputazioni della Bulgaria e dei dignitari di Corte e dello Stato, ha avuto luogo la cerimonia della assoluzione della salma della principessa Clementina di Coburgo.

Il nunzio pontificio che ha compiuta la cerimonia, assistito da numeroso clero, diede la benedizione alla salma. Dopo la cerimonia l'Imperatore ha espresso le sue condoglianze al principe di Bulgaria ed ai principi di Coburgo.

Stasera la salma della principessa sarà trasportata a Coburgo, dove saranno celebrati i funerali.

BERLINO, 20. — Nell'odierna seduta del Reichstag il conte Udo Stolberg, assumendo la presidenza, ha pronunziato un discorso nel quale ha detto che se le funzioni di presidente portano con sè gravi responsabilità, nelle circostanze politiche attuali questo responsabilità sono doppiamente gravi. A ciò si aggiunge il ricordo del decoro col quale il suo predecessore ha esercitate le funzioni di presidente, ricordo che è ancora presente nella memoria di tutti. Il conte Stolberg ha concluso pregando i deputati di prestargli il loro concorso, volendo egli esercitare le sue funzioni con indipendenza, lealtà ed imparzialità per tutti e mantenere il decoro del Parlamento.

Il discorso di Stolberg è stato vivamente applaudito.

PARIGI, 20. — Una tempesta di estrema violenza è segnalata specialmente da Reims, Remiremont, Arras, Chambery, Bordeaux.

Dalle notizie giunte sembra che vi sia qualche vittima. I danni sarebbero enormi.

LONDRA, 20. — Una violenta tempesta imperversa su tutta l'Inghilterra, producendo grandi danni.

La navigazione nella Manica è impedita; i piroscafi ritardano.

BAKU, 20. — Cinquecento colpi di arma da fuoco sono stati scambiati iersera fra gli anarchici e la polizia.

Un agente è rimasto ucciso ed uno ferito; tre anarchici sono

stati uccisi. Parecchie persone che si trovavano per caso sul luogo del conflitto sono state ferite.

Sono stati operati molti arresti.

KIMBERLEY, 20. — Il processo della banda Ferroira è terminato con cinque condanne a morte, col ricorso in grazia per due di esse.

PIETROBURGO, 20. — Si riconoscono i risultati di 226 elezioni per la Duma.

Sono stati eletti 8 monarchici, 11 di destra, 16 moderati, 9 ottobristi, 1 partigiano della rigenerazione pacifica, 40 cadetti, 28 socialisti democratici, 14 del partito operaio, 43 di sinistra, 42 nazionalisti, 11 di sinistra indipendenti, 3 di estrema sinistra e 18 appartenenti all'antica Duma.

WASHINGTON, 20. — Il presidente Roosevelt ha firmato il *bill* sull'immigrazione, che vieta l'entrata negli Stati Uniti ai lavoratori asiatici.

LONDRA, 21. — *Camera dei comuni.* — (*Continuazione*). — Il ministro del commercio, Lloyd George, rispondendo al discorso di Balfour, dice che le sue espressioni sono state esplicite, poichè sorvolano sulla questione dei dazi sulle derrate alimentari.

Sarebbe pericoloso sacrificare ad un regime incerto come quello preferenziale i buoni clienti commerciali attuali.

Rileva che il movimento delle esportazioni crebbe di cento milioni di sterline nei dieci ultimi anni.

L'emendamento è indi respinto con 353 voti contro 98.

Si approva all'unanimità l'indirizzo di risposta al discorso del trono.

TANGERI, 21. — La Mahalla proveniente da Fez e che si reca a Nogador per far cessare le vessazioni commesse dal Caid Anflour e dalle tribù dei Beni Idder, parecchi dei quali sono stati fatti prigionieri, ha attaccato questi ultimi. Vi sono parecchi morti da ambo le parti.

ODESSA, 21. Pergament, israelita, candidato del partito dei cadetti, è stato eletto deputato alla Duma con 44 voti, contro il socialista Kiliovistock, che ne ha avuti tre.

Il capitano di vascello, Zolotavoff, è stato assassinato da due marinai perchè aveva fatto arrestare alcuni dei loro camerati che avevano proclamato lo sciopero.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

del R. Osservatorio del Collegio Romano

del 20 febbraio 1907

Il barometro è ridotto allo zero	0°
L'altezza della stazione è di metri	50.60
Barometro a mezzodì	758 94.
Umidità relativa a mezzodì	60.
Vento a mezzodì	S.
Stato del cielo a mezzodì	coperto.
Termometro centigrado	massimo 12.7.
	minimo 2.0.
Pioggia in 24 ore	— —

20 febbraio 1907.

In Europa: pressione massima di 770 sulla Spagna, minima di 730 in Danimarca.

In Italia nelle 24 ore: barometro salito di 1 a 6 mm; all'estremo sud ed isole, disceso di 1 a 4 mm. altrove; temperatura aumentata; nebbie sull'alta Italia.

Barometro: minimo a 761 al nord, massimo a 766 in Sicilia;

Probabilità: cielo vario all'estremo sud e Sicilia, nuvoloso con pioggie altrove; qualche nevicata al nord; venti moderati o forti tra sud e ponente, mare agitato.

BOLLETTINO METEORICO

dell'Ufficio centrale di meteorologia e di geodinamica

Roma, 20 febbraio 1907.

STAZIONI	STATO del cielo ore 8	STATO del mare ore 8	TEMPERATURA precedente nelle 24 ore Massima	Minima
Porto Maurizio ...	$^1/_2$ coperto	mosso	14 0	9 2
Genova	coperto	legg. mosso	13 5	10 0
Spezia	nebbioso	mosso	13 0	4 0
Cuneo	$^3/_4$ coperto	—	10 4	0 5
Torino	coperto	—	7 0	0 5
Alessandria	nebbioso	—	5 9	— 0 1
Novara	nebbioso	—	8 8	3 0
Domodossola	sereno	—	13 6	— 1 6
Pavia	coperto	—	9 8	— 1 7
Milano	coperto	—	9 0	1 6
Sondrio	$^3/_4$ coperto	—	9 9	— 1 5
Bergamo	piovoso	—	8 3	2 5
Brescia	coperto	—	7 2	1 5
Cremona	nebbioso	—	6 4	— 1 9
Mantova	nebbioso	—	5 9	— 1 9
Verona	coperto	—	9 2	0 8
Belluno	coperto	—	7 0	4 5
Udine	coperto	—	10 2	2 0
Treviso	coperto	—	10 9	2 3
Venezia	nebbioso	calmo	9 2	3 0
Padova	nebbioso	—	9 9	1 3
Rovigo	nebbioso	—	11 4	— 1 0
Piacenza	coperto	—	5 7	— 2 1
Parma	coperto	—	7 4	— 1 2
Reggio Emilia	coperto	—	7 0	— 1 0
Modena	$^3/_4$ coperto	—	6 1	0 2
Ferrara	coperto	—	8 5	0 1
Bologna	$^1/_2$ coperto	—	6 6	— 2 0
Ravenna	sereno	—	8 5	0 6
Forlì	nebbioso	—	7 8	1 2
Pesaro	$^3/_4$ coperto	calmo	9 2	1 0
Ancona	$^1/_2$ coperto	—	12 2	1 6
Urbino	$^1/_4$ coperto	—	8 2	3 8
Macerata	$^1/_4$ coperto	—	12 1	3 8
Ascoli Piceno	sereno	—	12 8	2 8
Perugia	coperto	—	10 6	3 5
Camerino	$^3/_4$ coperto	—	8 4	4 5
Lucca	$^3/_4$ coperto	—	12 6	3 2
Pisa	coperto	—	15 8	6 2
Livorno	coperto	calmo	13 5	7 4
Firenze	coperto	—	13 2	5 1
Arezzo	coperto	—	13 8	0 6
Siena	coperto	—	16 1	3 6
Grosseto	coperto	—	8 3	3 2
Roma	coperto	—	12 8	2 0
Teramo	sereno	—	12 8	3 0
Chieti	$^3/_4$ coperto	—	10 0	— 3 0
Aquila	sereno	—	8 1	0 9
Agnone	sereno	—	10 4	0 0
Foggia	sereno	—	12 6	0 0
Bari	sereno	mosso	10 7	0 0
Lecce	sereno	—	10 6	0 2
Caserta	sereno	—	13 8	3 4
Napoli	sereno	calmo	13 7	— 6 1
Benevento	$^1/_4$ coperto	—	13 2	— 0 2
Avellino	sereno	—	10 7	2 8
Caggiano	sereno	—	8 9	— 1 8
Potenza	sereno	—	6 6	0 4
Cosenza	sereno	—	13 2	— 1 9
Tiriolo	sereno	—	6 0	1 2
Reggio Calabria ..	sereno	mosso	15 4	3 8
Trapani	sereno	calmo	13 2	6 2
Palermo	sereno	calmo	6 0	1 1
Porto Empedocle ..	sereno	calmo	6 0	2 0
Caltanissetta	sereno	—	13 1	4 2
Messina	sereno	calmo	13 6	6 8
Catania	sereno	mosso	13 3	4 1
Siracusa .	$^1/_4$ coperto	legg. mosso	12 7	6 0
Cagliari ..	$^1/_2$ coperto	legg. mosso	15 1	4 3
Sassari	coperto	—	12 7	5 8

Direttore: G. B. BALLESIO. Tipografia delle Mantellate. RAFFAELE TUMINO, *Gerente responsabile.*